

# LE DEVOIR

Vol. XC - N° 7

MONTREAL, LE LUNDI 18 JANVIER 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

**PERSPECTIVES**

## Le retour d'Obélix

En attendant la sortie du film, la classe politique française joue à *Astérix et Obélix contre les délinquants*.

Dans deux semaines à peine, la France entière va se bidonner. Les affiches ne sont pas encore sur les murs que certains ont déjà commencé à se tenir les côtes, avant même la sortie sur les écrans de l'adaptation cinématographique des célèbres aventures des irréductibles Gaulois. *Astérix et Obélix contre César*, la superproduction mettant en vedette Christian Clavier (*Astérix*) et Gérard Depardieu (devinez dans quel rôle), s'annonce comme le succès programmé de 1999. Les producteurs ont même recruté l'ineffable Roberto Benigni (*La vie est belle*), qui interprète un Romain nommé Détritus.

Le hasard fait coïncider la sortie du film avec le retour aux affaires du ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. L'homme qui a ému la France en passant plusieurs semaines dans le coma à la suite d'un incident médical a décidé que son retour à lui aussi ne passerait pas inaperçu.

Dans le rôle d'Obélix, Jean-Pierre Chevènement ne donne pas sa place. Plutôt que de faire voler les Romains à pleines baffes, il a décidé de s'en prendre à «l'impunité des délinquants les plus jeunes». Pas les grands, comme le président du Conseil constitutionnel, Roland Dumas, qui a reconnu avoir caché quelques «brouilles» au fisc, mais les petits «sauvageons» (sic) des banlieues françaises.

Si les Québécois ont de petites obsessions du côté de la santé, disons que les Français ont quelques idées fixes en ce qui concerne les banlieues. De Saint-Germain-des-Près, Mantes-la-Jolie et Vaux-en-Velin apparaissent par fois comme des lieux dévastés, abandonnés aux carnages de tribus barbares venues du Nord.

L'incendie de 43 voitures déclenché le 31 décembre par des groupes de jeunes à Strasbourg pour «fêter» la nouvelle année n'a pas calmé les craintes. Depuis un mois, les enseignants de plusieurs collèges de la région parisienne sont en grève pour protester contre «l'insécurité» qui sévit dans leur établissement.

La France serait donc à feu et à sang. C'est ce qu'on pourrait croire en écoutant Jean-Pierre Chevènement raconter sur toutes les tribunes que le nombre de mineurs mis en cause en 1998 a augmenté de 11 %. Statistique trompeuse qui ne serait, selon les experts, que le résultat du renforcement de l'action policière. L'intensification des contrôles d'identité a notamment fait augmenter le nombre d'arrestations pour possession d'un simple joint. Globalement, la criminalité aurait plutôt diminué, même si les actes violents, comme le vandalisme, sont en hausse (chez les adultes aussi). La violence aurait augmenté à l'école mais régressé dans les transports en commun. Ce qui n'a pas empêché plusieurs grèves des transports, cet automne, sur le thème de l'insécurité. Quel poids médiatique a un tableau statistique face à une voiture en feu?

En brandissant la menace d'«éloigner» les récidivistes, de permettre la détention préventive des mineurs, de renforcer le rôle coercitif des juges et de suspendre les prestations familiales aux parents, Jean-Pierre Chevènement reprend un couplet à la mode. Tony Blair a fait adopter en Grande-Bretagne une loi-cadre favorisant le placement des mineurs avant leur procès, imposant un couvre-feu aux récidivistes et rendant les parents passibles de poursuites. Pour contenter l'Ouest et l'Ontario, la ministre fédérale de la Justice, Anne McLellan, a elle aussi envisagé des solutions semblables.

La plupart des spécialistes français considèrent malgré tout que l'arsenal judiciaire régissant l'enfance délinquante est suffisant. En mai dernier, le Garde des Sceaux, Elisabeth Guigou, avait repoussé une première offensive de Jean-Pierre Chevènement. Il n'est pas sûr qu'elle y parvienne cette fois, alors que plus de la moitié des membres du Parti socialiste sont en faveur des couvre-feux et de la mise sous condition des allocations familiales.

Dans le rôle d'Astérix, le premier ministre Lionel Jospin joue les petits futs. Avec deux points d'avance dans les sondages sur Jacques Chirac, celui qui s'affirme pour l'instant comme le seul «présidentiable» à gauche essaie de modérer les transports de son ministre (il est en désaccord avec la suspension des allocations). Mais il n'oublie pas de rappeler que l'ordre est aussi une valeur de gauche (l'éloignement des récidivistes lui paraît «souhaitable»).

Plus que les jeunes délinquants, c'est le président Jacques Chirac que veut contrer Lionel Jospin sur cette question délicate. Quoi de mieux pour l'aider qu'un miraculé capable de déplacer des menhirs, entouré de l'aura de celui qui a «flirté avec l'au-delà»? Comme si, à quatre mois des élections européennes, devant une droite en déroute et une extrême droite qui se déchire, les socialistes ne pouvaient se retenir d'aller à la pêche à l'électeur. 15 % d'électeurs d'extrême droite en mal de leaders et combien d'autres à droite insatisfaits des luttes intestines de leur camp, cela ne se refuse pas. Par Toutatis!

**MÉTÉO**

Montréal	Québec
Verglas le matin.	Verglas et pluie.
Acc: 2mm. Pluie en après-midi.	Max: 1 Min: -8
Max: 6 Min: -2	Détails, page B 6

**INDEX**

Annonces.....	B 6	Le monde.....	A 5
Avis publics.....	A 4	Les sports.....	B 5
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 6
Économie.....	B 2	Planète.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Religions.....	B 6
Entrevue.....	B 1	Télévision.....	B 7

www.ledevoir.com

**L'ENTREVUE**

Louise Guay:  
la flamme du virtuel,  
page B 1



**LES ACTUALITÉS**

150 millions pour  
relancer le cinéma  
canadien, page A 3



**LES SPORTS**

Super Bowl: les Falcons  
d'Atlanta affronteront les  
Broncos de Denver, page B 5

## Belgrade dans la mire de l'OTAN

La découverte du massacre de 45 Albanais dans le sud du Kosovo ravive la tension entre la communauté internationale et les Serbes

PHILIPPA FLETCHER  
REUTERS

Sitmlje — La découverte du massacre de 45 Albanais de souche dans le sud du Kosovo ravive la tension entre la communauté internationale et Belgrade, et s'accompagne de nouveaux combats dans la province serbe. Les ambassadeurs des 16 pays de l'OTAN ont tenu hier une réunion d'urgence à Bruxelles, à la demande de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, pour discuter d'une riposte au massacre.

À l'issue de la réunion, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a de nouveau condamné vivement le massacre par le truchement d'un communiqué. Mais celui-ci se borne à rappeler que l'ordre d'activation d'opérations aériennes d'octobre dernier contre des objectifs militaires yougoslaves demeure en vigueur.

Toutefois, le général Wesley Clarke, chef suprême des forces de l'OTAN en Europe, et le président du comité militaire de l'Alliance, le général Klaus Naumann, vont se rendre à Belgrade pour faire comprendre aux autorités yougoslaves la gravité de la situation et réclamer du prési-

dent yougoslave Slobodan Milosevic qu'il honore sa promesse de modérer les forces serbes déployées au Kosovo.

Le TPI (Tribunal pénal international) de la Haye, chargé des crimes dans l'ex-Yougoslavie, s'est saisi de l'affaire, et son procureur, Louise Arbour, est attendue aujourd'hui à Skopje en Macédoine, d'où elle compte pouvoir aller enquêter avec sa délégation au Kosovo même.

Ce massacre suscite des condamnations unanimes et des appels à une réaction rapide de la communauté inter-

VOIR PAGE A 8: BELGRADE

### «La lâcheté est partout»



La cinéaste Sybille Schönemann est repartie sur les traces de son propre enfer, «davantage pour comprendre que pour me venger», explique-t-elle aujourd'hui.

## La mémoire du Mur

Bientôt dix ans cette année que le mur de Berlin est tombé. Le Goethe Institut présente jusqu'en avril une décennie de cinéma allemand témoignant de la fracture et de la réunification nationales. Il accueille cette semaine Sybille Schönemann et son bouleversant film *Le Temps verrouillé*. Renaissent avec lui en Allemagne de l'Est douze mois d'emprisonnement vécus par une cinéaste qui retrouvera les témoins, les complices du sort qu'elle a subi.

ODILE TREMBLAY  
LE DEVOIR

Sybille Schönemann est une femme qui arrive de loin. Comment pourrait-elle oublier ces jours sinistres de 1984 quand elle et son mari furent cueillis par la Stasi? Le couple avait demandé un passeport pour l'Ouest. Mal lui en prit. Jetée en prison sans avoir pu dire au revoir à ses deux enfants, séparée de son époux écroué ailleurs, elle allait devenir le numéro 41 d'une cellule d'isolement, être privée de tous ses droits. La femme vivante et vibrante qui me fait face fut jadis l'ouvrière de travaux forcés fabriquant à la chaîne des mouchoirs d'Etat. Elle a connu les toilettes sans portes, les colis confisqués, les lettres censurées, les petites persécutions quotidiennes, l'ignorance de son avenir, la peur toujours. Après un an d'incarcération, vint la déportation à l'Ouest, l'équilibre en quête de lui-même. Puis voilà qu'un beau jour, sans crier

gare, le mur est tombé. Quant à Sybille Schönemann, elle est repartie sur les traces de son propre enfer, «davantage pour comprendre que pour me venger», explique-t-elle aujourd'hui.

Le résultat de ce noir pèlerinage est *Locked up Time (Le Temps verrouillé)*, documentaire en noir et blanc où Sybille interviewe ceux qui l'ont emmenée, maintenue derrière ces barreaux: du juge à la gardienne de prison, de l'indicateur de police aux surveillants. Perclus de remords, tous ces complices de l'injustice, retrouvés le temps d'un tournage? Non. «Ce fut mon plus gros choc, répond la cinéaste, de comprendre qu'un tas de personnes impliquées dans ces condamnations injustes n'en éprouvaient aucune honte, même rétrospectivement.» Ces gens à la mémoire courte se réfugieront derrière les ordres reçus, une image révolue du socialisme, leurs fonctions d'antan, à coups de dérobades,



Sybille Schönemann

VOIR PAGE A 8: MÉMOIRE

**Système de santé**

## Rock renonce à coter la performance des provinces

D'APRÈS LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, a abandonné le controversé projet consistant à coter la performance du système de santé des provinces, soutenant tout de même qu'il fallait trouver une façon de savoir où vont les fonds destinés à cet effet. «Nous dépensons 80 milliards de dollars en santé chaque année et il est surprenant de constater à quel point nous en savons peu sur ce que nous en retirons précisément», a déclaré M. Rock, hier, à l'émission d'affaires publiques *Sunday Edition*, du réseau CTV.

M. Rock avait lancé l'idée l'été dernier, se joignant au premier ministre Jean Chrétien pour suggérer qu'Ottawa implante un système de classement des soins de santé provinciaux semblable à celui que publie annuellement le magazine *Maclean's* pour évaluer la performance des universités. Or, une réunion tenue la semaine dernière a permis de constater que cette suggestion avait été plutôt mal reçue par les responsables provinciaux de la santé.

Certaines sources affirment que les provinces verraient dans un tel système de gradation un aveu de soumission envers le gouvernement fédéral. M. Rock a voulu rectifier le tir, indiquant qu'un tel système ne servirait qu'à recenser les services à améliorer. «Ce que nous proposons, c'est que les gouvernements, y compris le fédéral, rendent des comptes aux Canadiens. Ce n'est pas une question de soumission mais que les deux paliers de gouvernement soient responsables envers les citoyens», a souligné M. Rock.

Le ministre a également affirmé que la priorité du prochain budget, en février, irait au désengorgement des salles d'urgence et à l'achat d'équipement, refusant toutefois d'avancer des chiffres.

Toutefois, le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes du Québec, Joseph Facal, avait fait savoir à la fin de la Conférence fédérale-provinciale sur l'Union sociale tenue à Halifax au début de la semaine dernière qu'il n'était pas question que Québec se soumette à recevoir un bulletin de bon élève de la part d'Ottawa, car la définition des programmes de santé est une responsabilité provinciale en vertu de la Constitution de 1867.

Le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes du Nouveau-Brunswick, Bernard Tétreault, avait abondé dans le même sens lors d'une entrevue télévisée

VOIR PAGE A 8: ROCK

**LES ACTUALITÉS**

### Conciliation suspendue entre Montréal et ses pompiers

À lire, page A 3



## Un campus universitaire dans le silo n° 5?

JEAN CHARTIER  
LE DEVOIR

À Venise, on regrette le vieux silo à blé qu'on a malencontreusement détruit à deux pas de la ville historique, aux quais de Marghera. L'Université de Venise a pris une expansion en 1990 et l'Institut d'aménagement a alors regretté le silo pour une faculté spectaculaire du campus.

«Quel dommage!» dit le professeur Franco Mancuso de l'Institut d'architecture de Venise. «Si on avait eu le silo, on l'aurait utilisé d'une façon magnifique pour la vue sur la ville historique. On en aurait fait des laboratoires et des logements pour les étudiants. C'est un espace formidable, la masse des silos.»

Le spécialiste du réaménagement des édifices industriels s'est exprimé ainsi à un colloque sur l'avenir du plus vieux silo de Montréal pendant le week-end, le silo numéro 5 plan-

té sur la pointe du Moulin à vent dans le Vieux-Montréal. «Je l'ai vu dans la tempête de neige, avec son incroyable présence. C'est un véritable monument», a-t-il dit à l'auditoire qu'a rassemblé l'Association québécoise pour le patrimoine industriel au café des Eclusiers, devant un panorama à couper le souffle devant la première écluse du canal Lachine et l'élevateur à grains. «C'est le témoignage d'un passé industriel extraordinaire pour le transport du blé. Le temps donnera les indications nécessaires. Ne faites pas l'erreur de Venise que maintenant on reconnaît», a-t-il conclu.

Le professeur Mancuso parle de Marghera, la ville voisine de Venise, et de tout ce que les Italiens du Nord ont pensé faire en design d'un endroit extraordinaire comme le Vieux-Port. D'ailleurs, le *Istituto Universitario di Architettura di Venezia* a remporté le titre de la première université d'architecture en Europe en 1995 pour son esprit d'invention.

Plus tard, lors d'une visite sur le quai du silo de 1903, la

partie centrale du silo numéro 5, le professeur Mancuso s'emballa. «Ce sont les espaces différents des trois éleveurs en fer et en béton qui sont intéressants. On peut penser à des utilisations spatiales et diverses par rapport à la ville. C'est une machine en plein air et une architecture, les deux aspects sont indissociables. Ce lieu est idéal dans la ville et à l'intérieur de ce continent.»

Le professeur de design urbain à la faculté d'Architecture de Venise examine les plaques de tôle, tenues par des boulons et dit: «Ça, on peut l'ouvrir, ce peut être percé. On peut y mettre des panneaux en verre. Le fer, on peut le réaménager, il y a quelques exemples aux États-Unis et en Hollande. C'est une structure flexible. Cette partie est modifiable. C'est rigide mais modulaire.» Pour lui, le silo en brique de la compagnie Five Roses, sur la rue Riverside, s'ajoute na-

VOIR PAGE A 8: SILO

## • LES ACTUALITÉS •

Un nouveau groupe de réflexion sur la démocratie municipale

# La proportionnelle souhaitée pour Montréal

FOCUS, nouveau groupe de réflexion sur la démocratie municipale, organisait hier à l'UQAM un forum au cours duquel fut soulevée la question d'élections à la proportionnelle. Le groupe se définit comme non partisan et ouvert à une vision progressiste de gauche.

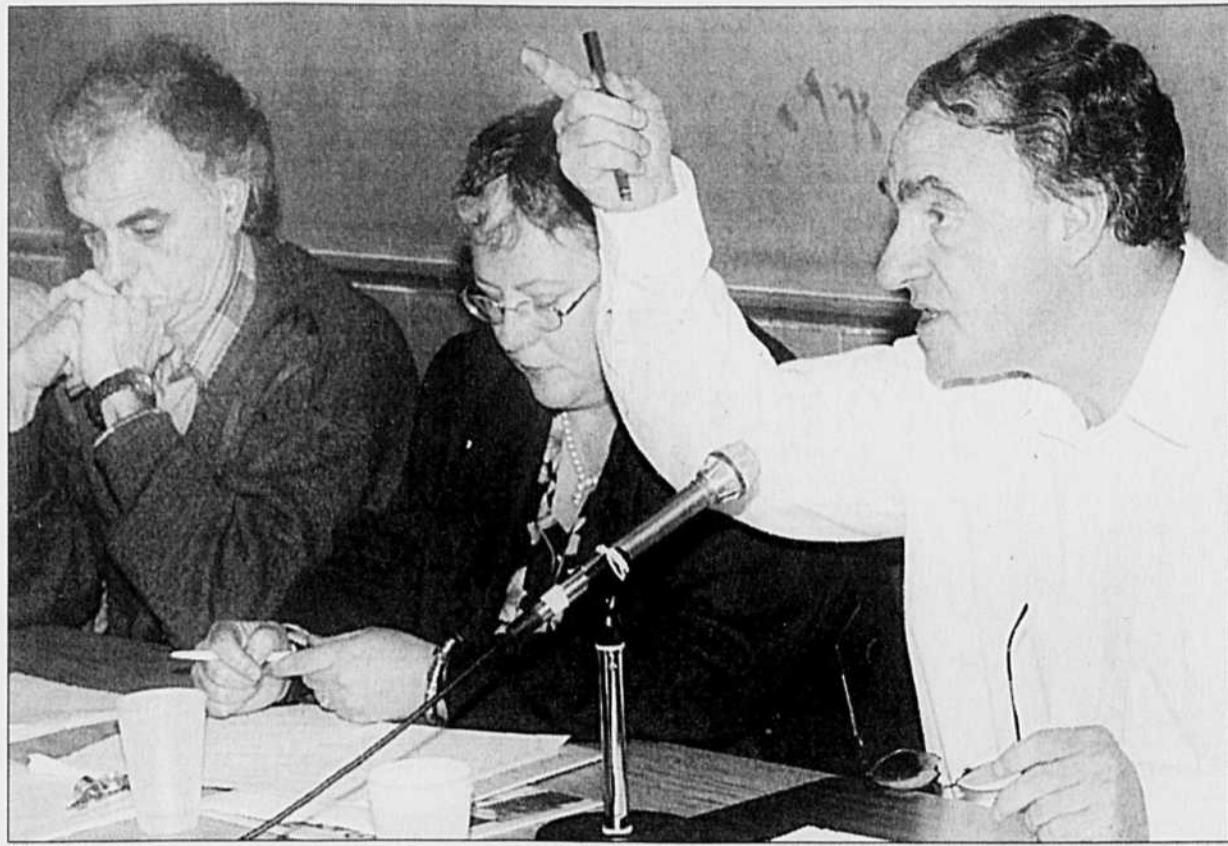
CLÉMENT TRUDEL  
LE DEVOIR

La vie démocratique dont rêve la gauche progressiste pour Montréal n'a de chance de se réaliser que si on revitalise les liens entre partis, organismes populaires et syndicaux; malgré leurs divergences, ces acteurs doivent trouver les modalités concrètes de réformes permettant de prendre en compte les besoins des citoyens pour le logement (72 % des Montréalais sont locataires) et les autres aspects de la vie urbaine.

Dimi Roussopoulos est un des six inspirateurs de FOCUS — Forum sur la Citoyenneté, la vie Urbaine et la Société. Il estime qu'il y a des leçons à tirer d'une stratégie qui a permis à Pierre Bourque, pourtant lâché par une bonne partie de l'establishment et par l'ensemble des journaux, d'être reconduit à la mairie en novembre. Commencer le «vrai» travail d'implantation de la démocratie municipale, c'est militer, selon M. Roussopoulos, pour changer la charte de Montréal, pour une structure permettant aux conseillers d'avoir prise sur des projets qui, à ce jour, comme l'a rappelé le conseiller municipal (RCM) Richard Théorêt, ne se résolvent qu'à l'exécutif: «il faut changer les règles du jeu». L'exécutif peut à sa guise, dans le système actuel, bouter une majorité d'élus favorables à une initiative voulue par le

peuple. Des six membres de la table de discussion, le président du RCM, Abe Limonchik est peut-être celui qui est allé le plus loin dans l'autocritique et dans l'autopsie d'une défaite, tout en faisant ressortir que dans certains districts, le vote a dépassé la participation enregistrée aux élections fédérales et que c'est 50,6 % des Montréalais qui ont dit non au maire sortant, M. Limonchik, durant vingt minutes, livré l'essentiel d'un document qu'il entend discuter avec les instances du parti. Il y est question des motivations du départ du RCM et d'une stratégie de sabotage, ce qui a provoqué l'écoeurement et l'émiettement des forces d'appui au changement. L'ensemble des médias auraient omis de scruter les programmes, se satisfaisant d'un combat des chefs.

François Saillant, coordinateur du FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain) et Arthur Sandborn, président du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, se montrent sceptiques en ce qui concerne la politique partisane — ce dont leur fit reproche Michel Prescott, candidat défait du RCM qui juge par trop facile de se désengager de cette façon. Pour M. Saillant «la population a porté un jugement dur sur le travail de l'opposition» en place lors du premier mandat de Pierre Bourque; il souhaite que la lutte contre la pauvreté fasse partie d'une campagne systématique à Montréal, à un moment



Trois des participants à un débat sur la démocratie à Montréal organisé hier par le groupe FOCUS: Marcel Sévigny, conseiller indépendant de Pointe Saint-Charles, Linda Berthelot, membre de FOCUS, et Richard Théorêt, élu en novembre sous l'étiquette du RCM dans le district Delorimier.

où, malheureusement, «on a cessé d'interpeller Ottawa» qu'il juge grandement responsable de la mauvaise redistribution de la richesse. Il n'y eut pas unanimité mais, comme l'a dit M. Prescott, «il faut se parler dans le blanc des yeux» et le

fait que Louis Roy, d'Équipe Montréal, ait pu pour une première fois exposer en public sa version des déficiences multiples notées au RCM aider à «clarifier nos positions» sans que l'on en vienne à la «pensée unique» en ce qui concerne l'ave-

nir de Montréal, ville qui, a noté M. Limonchik, aurait sans doute à s'inspirer des travaux qui, à Londres, viennent de faire accepter que 50 % des élus soient désormais choisis avec un mode de scrutin proportionnel.

EN BREF

### Sensibilisation sur l'emploi

Québec (PC) — Le Bloc québécois et la Coalition sur l'assurance-emploi unissent leurs efforts afin d'obtenir des améliorations au régime d'assurance-emploi. Des aujourd'hui, les députés bloquistes Paul Crête et Christiane Gagnon effectueront une tournée de neuf régions du Québec pour faire part à la population de la nécessité de modifier le régime actuel. Selon le Bloc, la réforme du gouvernement fédéral de Jean Chrétien a eu des effets néfastes sur l'accessibilité au régime, de même que sur la durée des prestations et leurs montants. Six chômeurs sur 10 ne sont pas admissibles au régime, dont trois jeunes sur quatre, a précisé Mme Gagnon. Dès la reprise des travaux de la Chambre des communes, le Bloc entend exiger la formation d'une commission indépendante pour gérer la caisse d'assurance-emploi.

### Contre les clauses d'exclusion

(PC) — Le Comité national des jeunes du Parti québécois (PQ) réclame de Québec l'adoption dès la prochaine session d'une loi visant à contraindre le recours aux clauses d'exclusion. Par voie de communiqué, le comité a indiqué hier qu'il entendait déposer une proposition sur cette question lors d'un prochain conseil national du parti. «Nous devons réaffirmer notre détermination pour que la question soit réglée», a déclaré son président, Jean-Hertel Lemieux, selon lequel la discrimination fondée sur la date d'embauche est inadmissible, ainsi d'ailleurs que les conditions de travail inférieures réservées aux travailleurs occasionnels et temporaires. De concert avec les organismes de jeunes, les membres du comité des jeunes du PQ travailleront donc afin que le recours aux clauses d'exclusion devienne chose du passé. «Nous espérons d'ailleurs que le gouvernement du Québec prendra les mesures qui permettront l'adoption d'une loi sur [ces] clauses», a déclaré M. Lemieux.

### Aux urnes les Terre-Neuviens?

Saint-Jean, T.-N. (PC) — Le premier ministre de Terre-Neuve, Brian Tobin, pourrait bien annoncer la tenue d'élections générales dès aujourd'hui, même s'il reste encore deux ans avant la fin de son mandat. Bien que M. Tobin soit qualifié par certains d'opportuniste politique, peu de gens croient que les libéraux pourraient perdre le pouvoir. «Rien ne permet de démontrer que l'opposition est prête», laisse tomber Steve Tomblin, politologue à l'Université Memorial. «Si l'opposition posait les bonnes questions, M. Tobin attendrait peut-être. Mais comme c'est là, on pourrait s'attendre à une majorité écrasante.» Les libéraux de M. Tobin détiennent 36 des 48 sièges.

### Rire est bon pour la santé

Copenhague (AP) — Avec le plus grand sérieux, une cinquantaine de médecins scandinaves ont décidé de fonder une association pour défendre un nouveau traitement: le rire. «C'est un fait connu que l'humour est un grand remède. Cela aide les gens à se sentir mieux quand ils sont malades», souligne Stein Tyrdal, président de la toute récente Association scandinave pour l'humour en médecine. Fondée samedi dans la banlieue de Copenhague, cette association regroupe 51 médecins danois, suédois, islandais et norvégiens. Selon cet orthopédiste d'Oslo, un bon fou rire stimule le système immunitaire, favorise la circulation sanguine, agit comme un antidépresseur et détend les muscles. «Il n'y a rien de mieux que le sexe, la bonne bouffe, la musique et l'humour pour rester en forme», estime Niels Carl Loenber, médecin de campagne dans l'ouest de la Norvège. «L'humour est un remède carrément puissant et les overdoses sont impossibles», assure-t-il dans un éclat de rire. L'association montrera l'exemple de cette nouvelle approche médicale. Ses statuts prévoient que les membres trop sérieux soient expulsés.

# Bienvenue à Santa Corolla

**Forfait**  
**COROLLA**  
**249\$**

0\$ COMPTANT  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

MENSUALITÉS	COMPTANT†
209\$	1 700\$
229\$	850\$
249\$	0\$

OU

Financement à l'achat

**4,8%**  
jusqu'à 60 mois

- Radiocassette AM/FM
- Essuie-glaces intermittents
- Direction assistée
- Coussins gonflables



**CRÉDIT TOYOTA**

Programme de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par crédit Toyota sur les modèles 1999. Immatriculation, assurance et taxes en sus. \* Offre valable sur les modèles Corolla VE BR12EM-AA neufs en inventaire, loués et livrés au plus tard le 31 janvier 1999. Premier versement de 286,41\$ et dépôt de garantie de 300\$ exigibles au moment de la livraison. Franchise de 96 000 km; frais de 7¢/km excédentaire. \*\* Offre de financement à l'achat de 4,8% valable sur tous les modèles Corolla 1999. † Taxes en sus ou échange équivalent. Véhicule aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire

**TOYOTA**

www.toyota.ca

VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA QUALITÉ

**BOUCHERVILLE**  
Toyota Duval  
655-2350

**BROSSARD**  
Brossard Toyota  
445-0577

**CANDIAC**  
Candiac Toyota  
659-6511

**CHAMBLAY**  
Chambly Toyota  
658-4334

**CHATEAUGUAY**  
Châteauguay Toyota  
692-1200

**GATINEAU**  
Toyota Gatineau  
588-0066

**HULL**  
Villa Toyota  
776-0077

**LE PÉRODÉ**  
Le Pérode Toyota  
453-2510

**JOLLETTE**  
Jollette Toyota  
759-3449

**LACHINE**  
Sorel Lexus Toyota  
634-7171

**LACHUTE**  
Lachute Toyota  
562-6662

**LAVAL**  
Chicomey Toyota  
687-2634

**LAVAL**  
Vimont Lexus Toyota  
668-2710

**LONGUEUIL**  
Longueuil Toyota  
674-7474

**MONT-LAURIER**  
Claude Auto  
623-3511

**MONTREAL**  
Aix Toyota  
376-9191

**MONTREAL**  
Chassé Toyota  
527-3411

**MONTREAL**  
Houli Toyota  
351-5010

**MONTREAL**  
Lexus Toyota Gabriel  
748-7777

**MONTREAL**  
Toyota Centre-Ville  
935-6354

**MONTREAL**  
Toyota Pie IX  
329-0909

**POINTE-CLAIRE**  
Fairview Toyota  
694-1510

**REPENTIGNY**  
Repentigny Toyota  
581-3540

**ST-EUSTACHE**  
Toyota St-Eustache  
473-1872

**ST-HYACINTHE**  
Algers Toyota  
774-9191

**ST-JEAN**  
Déry Toyota  
359-9000

**ST-JEROME**  
Toyota St-Jérôme  
438-1255

**ST-LEONARD**  
St-Léonard Toyota  
252-1373

**STE-AGATHE**  
Toyota A  
Ste-Agathe  
774-9191

**STE-TERESE**  
Blainville Toyota  
435-3685

**SHAWINIGAN**  
Maurice Toyota  
539-8093

**SOREL**  
Automobile  
Pierre Lefebvre  
742-4596

**TERREBONNE**  
Automobiles  
L.G. Lévesque  
471-4117

**THURSO**  
Auger & Frères  
985-2218

**12 MOIS**  
**SANS INTÉRÊT**

**TAPIS DÉCOR**

**CLAUDE BOUCHARD**

**SOLDE**

INVENTAIRE

**TAPIS MUR À MUR**

Velouté, torsadé, berbère, sisal

**CARPETTES**

UNIES OU À MOTIFS

Azèque, oriental, moderne, sisal

100% lanoset, laine, pure soie

3645, boul. St-Joseph Est, Montréal (514) 729-0891

1090, rue Laurier Ouest, Outremont (514) 274-1090



## LES ACTUALITÉS

Recommandation du comité consultatif sur le long métrage

## 150 millions pour relancer le cinéma canadien

Le privé voudrait qu'Ottawa lui laisse le contrôle de ce nouveau fonds

Le comité consultatif sur le long métrage est à la veille de remettre son rapport à la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps. *Le Devoir* a mis la main sur une copie de travail de ce rapport. Si elles étaient appliquées, les recommandations obligerait Ottawa à injecter 50 millions en argent neuf dans l'industrie canadienne du cinéma et à revoir en plus le mandat d'importantes institutions fédérales du secteur de l'audiovisuel.

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Le comité consultatif sur le long métrage mis en place par Sheila Copps n'y va pas de main morte dans ses propositions pour assurer la santé et la viabilité du cinéma canadien, suggérant la création, à même les fonds publics, d'un nouveau fonds d'aide au long métrage de fiction de 150 millions de dollars.

C'est du moins ce qui ressort d'un document de travail du comité consultatif dont *Le Devoir* a obtenu copie. Ce comité de 13 personnes issues des secteurs de la production, de la distribution et de l'exploitation doit rendre public le fruit de ses réflexions jeudi prochain.

Mais l'ébauche obtenue en dit long sur l'état d'esprit de ce groupe de travail. En gros, le comité, composé pour l'essentiel de gens de l'industrie, proposerait que le secteur public accroisse sa participation dans le financement d'œuvres canadiennes de 50 millions en argent neuf, en plus de réorienter 100 millions en fonds publics déjà disponibles dans un nouveau fonds d'aide à la production de films. Qui plus est, le comité recommanderait à la ministre

Copps de placer ce nouveau fonds de 150 millions sous le contrôle du secteur privé. Des représentants du secteur public seraient néanmoins appelés, en groupe minoritaire, à administrer aussi ce fonds.

Selon le scénario imaginé dans l'ébauche du rapport, il serait même possible de trouver 188 millions. L'argent proviendrait des sources suivantes:

- participation accrue du crédit fédéral d'impôt pour la production de 11 à 20 %; Le comité recommanderait qu'Ottawa prive de crédit d'impôt les producteurs étrangers venus tourner au Canada. Montant ainsi amassé: 55 millions;
- participation accrue du gouvernement fédéral au financement de son cinéma (50 millions);
- réorientation des subsides pour le long métrage disponibles à Téléfilm Canada (38 millions) et au Fonds de télévision canadienne (15 millions) vers le nouveau fonds;
- obligation pour la CBC/SRC de participer au financement des productions indépendantes (25 millions);
- obligation pour l'ONF de participer au financement de premiers longs métrages de fiction (cinq millions).

Total: 188 millions de dollars en provenance du secteur public.

Le document de travail rappelle par ailleurs l'importance du cinéma canadien sur les plans culturel et économique. L'industrie du cinéma génère 30 000 emplois et des retombées économiques de 2,8 milliards annuellement.

En revanche, le cinéma national vit dans un environnement plus qu'hostile, souligne le comité dans ce document. Les films canadiens recueillent à peine 2 ou 3 % des recettes aux guichets, les productions américaines récoltant évidemment la plus grande part du gâteau. Au Québec, ce pourcentage est légèrement plus élevé. Les films québécois récoltent 4 % des recettes aux guichets, en raison de l'exception culturelle et linguistique. Le cinéma canadien compose avec des budgets dérisoires par comparaison au géant américain. La moyenne des productions au pays de l'oncle Sam coûte 76 millions, avec un budget de promotion de 20 millions. Au Canada, le budget de tournage moyen oscille plutôt autour de 1,5 million, avec 150 000 \$ en promotion.

Les budgets des films canadiens ont subi une diminution entre 1990 et 1995 en raison de la baisse des subsides publics, note le comité dans le document. Dans le cas des productions anglophones, les budgets sont passés de 4,2 millions en 1990 à 1,6 million en 1995. Pour les productions francophones: 2,9 millions en 1990 à 1,5 million cinq ans plus tard. En clair, cela veut dire que, dans les conditions économiques actuelles, le Canada ne pourrait s'offrir un film de l'ampleur de *Kamouraska*, un classique de Claude

Jutra tourné en 1973. Côté budget, il ne s'agit pas d'imiter Hollywood, en proie à une spirale inflationniste, mais plutôt d'assurer un financement stable, à la fois pour le tournage et la mise en marché, est-il écrit dans le document de travail. Au Québec, les efforts de mise en marché déployés pour la sortie des films *Cyà ton tour* Laura Cadioux et *Les Boys* ont eu des résultats bénéfiques sur la performance de ces deux films aux guichets, souligne le document. La ministre du Patrimoine canadien doit accueillir jeudi le rapport final du comité consultatif national sur le long métrage. Elle aura le choix d'ignorer ou non les recommandations du groupe des 13 dans l'élaboration de la nouvelle politique cinématographique canadienne.

Mme Copps avait annoncé il y a un an son intention d'accorder une priorité au long métrage canadien. Des bribes du rapport préliminaire du comité consultatif ont été publiées dans le *Globe and Mail* récemment. Une suggestion aurait consisté à taxer

tous les longs métrages et les vidéos distribués sur le marché canadien. Mme Copps avait pris ses distances au sujet de cette hypothétique taxe tandis que le puissant lobby d'Hollywood tapait du poing sur la table. Encore cette semaine, la direction de l'ONF a cru bon de faire une sortie dans les médias pour rappeler que cette institution n'avait plus de marge de manœuvre sur le plan des finances, et que toute ponction supplémentaire risquait d'être lourde de conséquences.

**Les films québécois récoltent 4 % des recettes aux guichets, en raison de l'exception culturelle et linguistique**

## La séance de conciliation avec les pompiers est suspendue

LE DEVOIR

La Ville de Montréal a demandé hier en fin d'après-midi la suspension de la première séance de conciliation avec les pompiers. Cette séance avait repris en matinée, en présence du conciliateur Fernand Matteau, par suite de la menace d'intervention de Diane Lemieux, le nouveau ministre du Travail.

La Ville entend prendre quelques jours pour analyser le dossier. Peu avant cette suspension, le chargé des communications du Service de prévention des incendies de Montréal, Alain Laforce, avait fait savoir: «Le contenu reste un peu secret jusqu'à ce que les deux parties en viennent à une entente. Ça me surprendrait qu'il y ait un commentaire à moins d'une entente. On prévoit que ça va possiblement se continuer en soirée et reprendre demain» (ce matin).

La rencontre s'était tenue au bureau du ministre du Travail, boulevard Crémazie, après que le président de l'Association des pompiers de Montréal, Gaston Fauvel, eut lancé un appel à une trêve générale des

moyens de pression pour montrer la bonne foi des pompiers. Le mot d'ordre a été retrasmis par les délégués syndicaux dans chaque caserne de pompiers.

Cependant, une rencontre des syndiqués est prévue dès jeudi pour faire le point. Le directeur québécois du SFCP, Gilles Charland, celui qui avait négocié la réduction de la masse salariale, a tenu à faire une intervention en fin de semaine pour témoigner de la mauvaise interprétation de la convention collective de la part de la Ville de Montréal.

Le syndicat des pompiers soutient que ses membres ont été privés d'une augmentation de salaire de 2,77 % contre un plancher de 1557 emplois et de 91 véhicules. Mais la Ville enverrait des véhicules à l'inspection pour réduire les heures supplémentaires.

C'est le négociateur en chef de la Ville de Montréal, Michel Goyer, et le directeur adjoint des relations humaines, M. Chalifoux, qui ont été convoqués pour la partie patronale à la conciliation et Gaston Fauvel pour les pompiers.

## Les défenseurs des victimes d'agressions sexuelles devant la Cour suprême

Ottawa (PC) — Les défenseurs des droits des victimes d'agressions sexuelles se préparent à livrer une bataille qu'ils croient avoir déjà gagnée. Pour la deuxième fois en moins de quatre ans, ils compareraient en Cour suprême pour contester le droit des accusés d'agressions sexuelles d'avoir librement accès aux dossiers médicaux de leurs présumées victimes. C'est une adolescente victime d'agression sexuelle qui est au centre de la cause que la Cour suprême entendra à compter de demain.

L'accusé, Brian Mills, a déjà pu prendre connaissance de certains des dossiers médicaux de son accusatrice, et l'avocat de l'accusé est persuadé que les documents restants contiennent des informations pertinentes à sa défense.

Les avocats de l'adolescente ont porté leur cause devant le plus haut tribunal du pays quand un juge albertain a statué que la loi fédérale restreignant l'accès aux dossiers médicaux et psychiatriques de la jeune fille était inconstitutionnelle, parce qu'elle enfreignait le droit de l'accusé à un procès juste. La Cour suprême doit décider si la loi maintient un juste équilibre entre le droit de la victime à la protection de sa vie privée et le droit de l'accusé à un procès équitable.

La plupart des personnes qui ont sta-

tut d'intervenants dans cette cause soutiennent que cette question a déjà été réglée lorsqu'Ottawa a commencé à appliquer la loi en 1997. «Le Parlement a tenu compte de tous ces droits», a déclaré Anne Derrick, qui représente le Fonds des femmes pour l'action et l'éducation juridique. La loi autorise la divulgation de dossiers thérapeutiques, mais exige qu'on tienne d'abord compte de questions comme le droit à la vie privée et à l'égalité de la victime.

Cependant cette législation semble contredire une décision antérieure de la Cour suprême remontant à 1995 et qui autorisait un accès beaucoup plus large aux dossiers médicaux des victimes.

Le tribunal pourrait donc s'en remettre à sa décision antérieure et forcer Ottawa à légiférer de nouveau.

Mais la Cour suprême pourrait aussi décider qu'une atteinte au droit de l'accusé à un procès équitable, si tel est le cas, est raisonnable dans les circonstances, et confirmer la validité de la loi. Selon les défenseurs des droits des femmes, les avocats requièrent de plus en plus fréquemment l'accès aux dossiers thérapeutiques des victimes depuis que la loi sur la protection des victimes de viol les empêche de poser des questions, devant le tribunal, sur le passé sexuel de la victime.

## Beige comme neige



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'ÉQUIPE de choc de la Ville de Montréal s'affairait rapidement avenue du président Kennedy, hier après-midi, en craignant que la neige ne fonde trop vite et qu'on soit inondé en plein centre-ville dès aujourd'hui. Le gâteau de la place des Arts derrière les chasse-neige et les camions reste imperméable à la neige, beige comme d'habitude.

Les véhicules NovaBus

## Tous les autobus roulent

PRESSE CANADIENNE

Les 360 autobus à plancher surbaissé de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) ont tous été inspectés et ont repris la route depuis samedi soir, a fait savoir hier le transporteur, précisant être en mesure d'offrir son service normal sur les 150 lignes de son réseau dès ce matin.

À la suite de problèmes de décélération trop lente signalés par une douzaine de chauffeurs, un groupe de travail formé par la STCUM a mené différents tests qui lui ont permis de confirmer que le problème n'émanait pas de sa procédure d'entretien, mais bien d'un certain nombre de cylindres de commande de l'accélérateur, provenant tous d'un même lot de fabrication, qui n'avaient pas, à l'origine, été lubrifiés convenablement, a indiqué la STCUM par voie de communiqué.

Par mesure de précaution, la société montréalaise a convenu d'inspecter l'ensemble de ces cylindres et d'y apporter des correctifs, lorsque nécessaire.

Le retrait ces derniers jours des 360 véhicules, fabriqués par la firme NovaBus de Saint-Eustache, dans les Laurentides, a causé bien des maux de tête à de nombreux usagers du transport en commun, ces derniers devant attendre de longs moments aux arrêts d'autobus.

Odile Paradis, porte-parole de la STCUM, a assuré que le transporteur public avait toujours confiance en NovaBus.

Néanmoins, la société n'écartera pas la possibilité de se procurer ses prochains véhicules neufs en Ontario, a-t-elle indiqué.

## La téléphonie locale fera face à la concurrence

Toronto (PC) — Le marché de la téléphonie locale a beau avoir été ouvert à la concurrence il y a un an déjà, les consommateurs attendent toujours une guerre des prix semblable à celle que se livrent les compagnies d'appels interurbains. Les principaux fournisseurs de services téléphoniques prévoient cependant faire leur entrée dans les foyers d'ici peu.

«Il y a encore quelques détails très importants à régler», affirme Juri Koor, chef de la direction de Call-Net,

la maison-mère de Sprint Canada. «Le marché de la téléphonie locale est beaucoup plus complexe que celui de l'interurbain.» Videotron, principal câble-distributeur au Québec, a déjà indiqué qu'il offrirait des services de téléphonie locale à ses clients dès la fin de 1999. Sprint, quant à elle, vient d'acheter de l'équipement de téléphonie pour une valeur de 400 millions et prévoit investir les 25 plus grands marchés canadiens sur une période de trois ans. ATT Canada aussi veut

mettre le paquet, prévoyant dépenser quelque 800 millions pour restructurer ses opérations, élargir son réseau de fibre optique et offrir des services locaux. Ces deux dernières comptent toutefois amorcer leurs campagnes en ciblant les clients commerciaux plutôt que résidentiels, comme le font depuis un certain temps Metronet, de Calgary, et GT Group Telecom, de Vancouver. Les tarifs commerciaux ont d'ailleurs déjà commencé à glisser dans certaines grandes villes.

## loto-québec

résultats		GAGNANTS	LOTS
<b>6/49</b> Tirage du 99-01-16		6/6	1 1 826 699,60 \$
		5/6+	4 137 002,40 \$
		5/6	384 1 141,70 \$
		4/6	19 779 42,50 \$
		3/6	335 069 10 \$
1 3 5 27 30 45		Ventes totales: 15 564 643 \$	
Numéro complémentaire: 4		Prochain gros lot (approx.): 2 000 000 \$	
<b>Quebec 49</b> Tirage du 99-01-16		6/6	0 1 000 000 \$
		5/6+	0 50 000 \$
		5/6	11 500 \$
		4/6	863 50 \$
		3/6	18 643 5 \$
6 10 15 31 32 37		Ventes totales: 533 045 \$	
Numéro complémentaire: 44			
<b>Extra VENDRE</b> Tirage du 99-01-15		<b>SUPER 7</b> Tirage du 99-01-15	
NUMÉROS	LOTS	1 7 14 18 34 37 43	
133025	100 000 \$	Numéro complémentaire: 41	
33025	1 000 \$	GAGNANTS	LOTS
3025	250 \$	7/7	0 5 500 000,00 \$
025	50 \$	6/7+	2 61 218,60 \$
25	10 \$	6/7	44 2 434,80 \$
5	2 \$	5/7	2 594 147,50 \$
		4/7	56 430 10 \$
		3/7+	50 027 10 \$
		3/7	464 965 partic. gratuite
		Ventes totales: 6 696 674 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 7 000 000 \$	
		T.V.A., le réseau des tirages	
		La modalité d'encaissement des billets gagnants paraîtra au verso des billets.	
		En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.	

## Michel PLAISANT

Word 97 pour Windows 95/98/NT

Un livre pratique.

En vente dans toutes les librairies

**soirée relations**

**L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ: OBJECTIF RÉALISTE?**

Depuis de nombreuses années et à travers diverses stratégies, des groupes ont essayé d'enrayer la pauvreté au Québec. Vient de voir le jour un projet de loi pour l'élimination de la pauvreté. La soirée nous permettra d'en voir l'évolution: d'abord l'écriture du projet, puis les démarches de participation démocratique, enfin la présentation à l'Assemblée nationale, bientôt.

Pour nous aider à mieux percevoir la réalité de la pauvreté et nous indiquer ce qui peut être fait pour changer les choses, nous comptons sur les trois personnes suivantes:

**M. Guy PAIEMENT**, agent de développement au Centre St-Pierre, présentera la réalité socio-économique du Québec, permettant de mieux saisir l'ampleur et l'évolution de la pauvreté chez nous.

**Mme Vivian LABRIE**, instigatrice de ce projet de loi, rappellera l'origine du texte, en présentera les principales composantes et évoquera les étapes à franchir pour que ce projet soit présenté à l'Assemblée nationale.

**Mme Françoise DAVID**, présidente de la Fédération des femmes du Québec, nous dira pourquoi son mouvement, comme beaucoup d'autres groupes, appuie le projet et s'est embarqué dans la démarche conduisant à son adoption.

**LE LUNDI 18 JANVIER 1999, DE 19h30 à 22h00**  
à la Maison Bellarmin (métro Jarry)  
25 Jarry Ouest, Montréal H2P 1S6 - Téléphone (514) 387-2541  
Contribution volontaire: 5,00 \$

Système d'écoute pour malentendants : ayez un baladeur avec bande FM.  
LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI.

À lire dans le numéro de janvier-février de la revue Relations :  
**JUBILÉ 2000 : POUR REFAIRE LE MONDE**

# • LES ACTUALITÉS •

Sensibilisée par la crise «de la vache folle»

## L'agriculture biologique est en train d'exploser en Grande-Bretagne

PHILIP PANK  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Eastbrook Farm, Grande-Bretagne — Après avoir subi plusieurs crises alimentaires en l'espace de quelques années, de la vache folle à la bactérie E-coli, la Grande-Bretagne est sur le point de vivre une nouvelle révolution agricole: l'avènement du bio.

Sensibilisés par la crise «de la vache folle», les consommateurs britanniques ont fait le choix de la santé, de davantage de goût et d'une meilleure préservation de l'environnement. En 1998, la demande pour les produits issus de l'agriculture biologique («bio»), c'est-à-dire cultivés ou élevés sans engrais chimiques ni pesticides, a augmenté de 40%.

Si cet engouement a vu le jour il y a quelques années déjà, le secteur de la grande distribution britannique n'a commencé à s'intéresser à cette gamme de produits plus chers que très ré-

comment. «S'ils décident que [le bio] va devenir une force dominante au sein de leur stratégie de distribution, il y aura une révolution agricole biologique dans ce pays», estime Tim Finney, négociant de viande biologique issue de l'élevage de la ferme d'Eastbrook.

Les chaînes de supermarchés, emmenées par Sainsbury's — qui vend chaque semaine près d'un million de livres sterling (1,65 million de dollars) de produits bio —, et Tesco — qui a annoncé une hausse de 100% de ses ventes de produits bio l'an dernier —, se tournent désormais vers ce qui apparaît jusqu'à présent comme une «niche» commerciale.

Mais la demande des consommateurs est telle que les agriculteurs britanniques seuls ne sont pas en mesure d'y faire face et les grands distributeurs doivent faire appel à des fournisseurs d'Europe continentale.

Seulement 0,5% des terres agricoles britanniques sont dédiées à l'agriculture bio, contre une moyenne

européenne de 1,33%. Tim Finney est convaincu des bénéfices écologiques d'un système qui contribue à la richesse naturelle des sols et évite les produits chimiques retrouvés dans les nappes phréatiques à proximité des fermes conventionnelles. «Fondamentalement, la ferme d'Eastbrook est gérée de façon philosophique. Notre but est de convertir davantage d'exploitations au bio.»

Une vingtaine d'agriculteurs locaux ont ainsi été convaincus de se convertir, contribuant à faire croître le négoce de viande biologique de Tim Finney à 2,4 millions de livres en 1998/99. Mais certains fermiers traditionnels restent sur leurs gardes.

«Nombre d'entre eux croient encore que nous sommes des fumeurs de joints, qu'on porte des sandales et qu'on mange des lentilles», souligne Finney. A tel point que le gouvernement britannique s'est à son tour mis au bio. «C'est un moment passionnant de l'histoire du mouvement biologique. La disparité

entre la demande pour les produits bio et la production britannique est si grande qu'il y a là une occasion exceptionnelle pour le secteur», s'exclamaient récemment le ministre britannique de l'Agriculture Nick Brown.

Les subventions aux fermiers désireux de passer au bio ont été doublées, mais la période de conversion étant estimée à deux ans environ pour se mettre en conformité avec les critères britanniques, beaucoup de chemin reste à parcourir pour que la Grande-Bretagne devienne biologiquement auto-suffisante.

La Grande-Bretagne produit toute sa viande bio, 90% de ses produits laitiers bio et 50% des céréales, mais seulement 20% de ses fruits et légumes.

La Soil Association, l'association britannique des agriculteurs bio, espère que les produits organiques grignoteront 8% des parts du marché alimentaire national pour atteindre un chiffre d'affaires d'un milliard de livres (1,65 milliard de dollars) d'ici à 2002.

## Un gros ballon pour l'an 2000

Haute comme douze étages, l'immense sphère jaune soleil sera visible dans tout Paris pour célébrer «le grand passage»

Paris (AFP) — Fortis, le plus grand ballon captif du monde, sera la vedette du ciel parisien pendant les célébrations de l'an 2000: une immense sphère jaune soleil, visible de toute la capitale, et capable d'élever ses 30 passagers aussi haut que la Tour Eiffel.

Le maire de Paris Jean Tiberi a révélé hier sur une radio, trois jours avant de dévoiler le programme de ces célébrations, ce qui sera un des principaux événements accompagnant «le grand passage».

Haut comme douze étages, soit 32 mètres, ce ballon à hélium (donc silencieux puisque sans brûleur) sera installé, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1999 et pendant dix-huit mois, sur la pelouse centrale du parc André Citroën, grand jardin moderne

bordant la Seine en aval de la Tour Eiffel.

L'hélium, soulignent les concepteurs de Fortis, se caractérise par une remarquable inertie, donc aucun risque du type de celui du Hindenburg, dirigeable transatlantique allemand à hydrogène, qui a explosé en 1936 à New York. Record mondial — le ballon sera le seul homologué pour transporter 30 adultes ou 60 enfants — Fortis fera aussi écho à l'histoire de l'aérostation, ponctuée de grands inventeurs français, souligne un de ses deux concepteurs, Jérôme Giacomoni.

Ce jeune polytechnicien a créé en 1993 avec son collègue Mathieu Gobbi la société Aérophiile, devenu leader mondial du ballon captif.

«Fortis n'est pas un défi technique pour nous», explique-t-il à l'AFP. «Outre notre premier ballon, stationné pendant trois ans à Chantilly et ayant transporté 200 000 personnes, nous en avons vendu quinze dans le monde, dont un à Richard Branson, PDG de Virgin, qui l'a installé dans le Michigan, et quatre au Japon, l'un étant ancré sur les pentes du Fuji Yama.»

A partir de juillet, Parisiens et touristes prendront place dans la nacelle de Fortis (du nom du commanditaire, premier groupe d'assurance-banque de Benelux), pour contempler Paris de haut. Le voyage durera 10 minutes; le temps de s'élever, le plus souvent à 150 mètres — ce qui permet de survoler le 2<sup>e</sup> étage de la Tour Eiffel voisine — parfois à

300 mètres, puis de redescendre, par traction d'un unique câble d'acier actionné par treuil hydro-électrique.

Les passagers pourront faire le tour de la nacelle, en forme d'anneau d'un mètre de large. Sensations fortes garanties, même si à partir d'un vent de 40 km/h, le ballon reste à terre. Pour Jérôme Giacomoni, Fortis est aussi un hommage aux pionniers: les stars — frères Montgolfier, Pilâtre de Rozier qui a volé du quartier de la Muette à la Butte aux Cailles, à Paris — mais surtout les plus discrets, Jacques-Alexandre Charles, «un génie» inventeur du ballon à gaz (hydrogène), qu'il a fait voler deux semaines après le périple de Pilâtre de Rozier.

### COLLOQUES & CONFÉRENCES

#### LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT: FAUT-IL DÉSARMER LES FINANCIERS?

Bourse de Montréal  
Le 18 janvier  
Nathalie Labonté : (514) 523-5998, poste 24

La croissance de ces fonds est fulgurante. Les sommes investies sont colossales. Ces investissements attaquent l'économie réelle au profit des mouvements spéculatifs. Faut-il désarmer les financiers? C'est la question qui est posée à Bernard Elie, économiste et professeur à l'UQAM. En première partie: *Turbulences, 24 heures dans le marché global*, un documentaire coup de poing de Carole Poliquin.

#### QUAND LES FEMMES PARLENT DES GAIS

Centre des Gais et Lesbiennes de Montréal  
Le 20 janvier  
Information : (514) 528-8424

Des Livres et des Hommes cherche à faire connaître la littérature à thématique homosexuelle et favoriser les rencontres entre les lecteurs et les auteurs de cette littérature. Louise Carrière et Suzanne Favreau, deux auteures qui en sont à leur premier roman, accordent une large place à des personnages d'hommes gais. Elles sont invitées à présenter leur travail. Entrée libre.

#### INTERNET: LES RESSOURCES SPÉCIALISÉES. PANORAMA CRITIQUE

CBPQ Montréal  
Le 22 janvier  
Régine Horinstein : (514) 845-3327

L'objectif de la journée organisée par la Corporation des bibliothécaires professionnels est de permettre aux professionnels de l'information de se familiariser en laboratoire avec les ressources d'information spécialisées sur le Web dans différents domaines et d'accéder à une revue critique des sites explorés.

#### LA GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL DANS LES PME: PREMIERS CONSTATS QUÉBÉCOIS

HEC  
Le 22 janvier  
Information : (514) 343-6193

La santé et la sécurité du travail dans

les PME est une préoccupation grandissante. Il appert que l'on connaît mal la dynamique de la Santé et Sécurité au Travail dans ce type d'établissement. A partir de cas des secteurs de la fabrication de produits en métal et de l'habillement, il sera question de représentation de la SST, des modes de gestion de prévention, etc. Danièle Champoux et Pierre Brun expliquent.

#### D'UNE CULTURE À L'AUTRE

Monument-National  
22 janvier  
France-Isabelle Langlois : (514) 982-6606, poste 2257

L'organisme Alternatives organise une rencontre littéraire avec les auteurs Abba Farhoud, Dany Laferrière, Stanley Péan et Lise Vaillancourt. Ils parleront de culture, d'identité culturelle, d'immigration, d'exil, du sentiment d'être étranger et des relations interculturelles. Les auteurs aborderont ces thèmes à partir de leurs œuvres ou de leur parcours personnel. La table ronde sera animée par Gloria Escobel. L'entrée est libre.

#### PENSER L'UNION SOCIALE

Université McGill  
Le 26 janvier  
Stéphan Gervais : (514) 398-3960

Organisé par le Programme d'études sur le Québec, un débat en français aura lieu à partir des thèmes suivants: dynamique centralisation/décentralisation de l'Etat; rôle et responsabilisation de chacun des paliers de gouvernement; convergences et divergences caractérisant l'ensemble des partenaires canadiens. Pour cerner la question: Alain Noël, Tim Thomas et François Vaillancourt.

#### L'ÉVOLUTION DE LA DIDACTIQUE DES SCIENCES HUMAINES

UQAM  
Le 29 janvier  
CIRADE : (514) 987-6186

François Audigier nous propose un retour sur les trente dernières années de recherche sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'éducation civique. Il décrit et interprète, dans un monde scientifique et social, le passage de recherches dites pédagogiques à des recherches qualifiées de didactiques. Ce changement marque l'introduction d'outils et de questions venus d'autres horizons disciplinaires.

Isabelle Quentin:  
iquentin@sim.qc.ca

Téléphone: 985-3344  
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:  
www.offres.ledevoir.com

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL  
PROCÉDURE ALLEGÉE  
COUR DU QUÉBEC  
NO: 500-22-02239-987  
ASSOCIÉS UNIS LTÉE  
Demanderesse  
c.  
CLAUDE ST-JACQUES  
ET MARIE PILON ST-JACQUES  
ET LE CLUB ÉQUESTRE ST-JACQUES  
Défendeurs  
ASSIGNATION  
ORDRE est donné à CLAUDE ST-JACQUES et MARIE PILON ST-JACQUES et LE CLUB ÉQUESTRE ST-JACQUES de comparaître au greffe de cette cour situé au Palais de justice de Montréal, 1 Notre-Dame Est, salle 1100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR.  
Une copie de la déclaration suivant la procédure alléguée et de l'inventaire des pièces a été remise au greffe à l'intention des défendeurs.  
Lieu: Montréal  
Date: 18 Janvier 1999  
RITA CADIEUX  
GREFFIER ADJOINT

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, NO. DE COUR 711293726, 663125702, COUR MUNICIPALE, JACQUES PROVOST, EN QUALITÉ DE PERCEPTEUR, Partie demanderesse -vs- PETER MC NALLY, Partie défenderesse. Le 04 février 1999, à 13h00 heures de l'après-midi, au domicile du défendeur, au numéro 2532, rue Route 202, en la ville de Franklin Centre, district judiciaire de Beauharnois, seront vendus par autorité de justice les biens et effets de la partie défenderesse saisis en cette cause, consistant en: 1 tracteur de ferme de marque David Brown, l'année 1971 Diesel, couleur blanche, 2 RM et acc., modèle 780 Selectomatic avec pelle avant hydraulique et souffleur à neige de marque Pronovost rouge 5 p. CONDITIONS: ARGENT COMPTANT. Lemoyne, le 15 janvier 1999  
NORMAND POISSANT, HUISSIER DE JUSTICE, GRENIER, POISSANT & ASS., HUISSIERS, TEL.: (514) 466-2628

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC, NO: 500-02-071817-980, JEAN MARIE MASSE, Partie demanderesse -vs- JORGE RIVERA, Partie défenderesse. Que le 2 de février 1999 à 11h30 soit au 1885 Tillémont, # 1, à Montréal, je procéderai à la vente des biens suivants saisis en cette cause soit: 1 téléviseur couleur, 1 système de son de marque MTC et autres biens. ÉTUDE, JACQUES DESJARDINS, HUISSIER DE JUSTICE, 3095 Edouard Montpetit, # 103 à Chomedey, HTT 1V3, 869-1348

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, NO: 500-22-020640-986, COUR DU QUÉBEC, LES ÉQUIPEMENTS POWER SURVEY LTÉE, Partie demanderesse -vs- BOISERIES CROTONÉ INC., Partie défenderesse. Est par la présente, donné que les effets mobiliers de la partie défenderesse saisis en cette cause seront vendus au: 1775, 60e Avenue, Rivière des Prairies, District de Montréal, à 10h30 heures, le 29 janvier 1999 à savoir: 1 téléviseur Xerox 7018 & accs, 1 cellulaire Fido & accs, 1 réseau d'environ 5 téléphones de marque Bell & accs, 1 soie à métal & accs, etc. Lesquels effets seront vendus pour argent comptant ou au plus offrant et dernier enchérisseur. Donné à Laval le 15 janvier 1999. BENOIT GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE LATRAVERSE & ASS., HUISSIERS, 1717, St-Martin Ouest, bureau 235, Laval, Québec H7S 1N2. Tél.: (450) 978-8869

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC, NO: 500-22-019958-989, GUS CANADA, DIVISION LEGAIRE, Partie demanderesse -vs- ANA MORALES & JOSE MANUEL SERRANO, Partie défenderesse. Que le 2 de février 1999 à 12h15 soit au 1290 rue Villieray, # 17 en la ville de Montréal, je procéderai à la vente des biens suivants saisis en cette cause soit: 1 téléviseur de marque Fisher et acc., 1 centre de divertissement. ÉTUDE, JACQUES DESJARDINS, HUISSIER DE JUSTICE, 3095 Edouard Montpetit, # 103 à Chomedey, HTT 1V3, 869-1348

### AVIS PUBLICS HEURES DE TOMBÉE

Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du lundi:  
Réservations avant 12 h 00 le vendredi

Publications du mardi:  
Réservations avant 16 h 00 le vendredi

Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
District de Montréal  
Numéro 500-12-244521-989  
COUR SUPÉRIEURE  
Ch. de la famille (Divorces)  
PRÉSENT GREFFIER  
ROSE-MARIE GUERRIER  
Partie demanderesse  
c.  
MARIO JEAN  
Partie défenderesse  
ASSIGNATION  
ORDRE est donné à Mario Jean de comparaître au greffe de cette cour situé au 1 rue Notre-Dame Est, à Montréal, salle 1100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal «Le Devoir».  
Une copie de la déclaration de divorce a été remise au greffe à l'intention de Mario Jean.  
Lieu: Montréal  
Date: 14 janvier 1999  
RITA CADIEUX

IMMEUBLES CAREGE INC.  
Avis est par les présentes donné que la compagnie Immeubles Carège inc., constituée en vertu des dispositions de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec), demandera à l'inspecteur général des institutions financières de la province de Québec la permission d'obtenir sa dissolution conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies (Québec), Montréal, ce 13ème jour de janvier 1999.  
Lisette Roy  
Secrétaire de la requérante



Société québécoise d'assainissement des eaux

Travaux dans la ville de Saint-Luc  
Comité de Saint-Jean  
Appel d'offres no : 0293-40-01-41-3X

Construction d'un puits de pompage adjacent à un poste de pompage existant, fourniture et installation d'une conduite de refoulement (300 mm) ainsi que la transformation d'une conduite de refoulement en conduite gravitaire, construction d'une chambre de débitmètre et d'un regard de contrôle, déplacement d'un regard et divers travaux connexes.

DOCUMENTS DISPONIBLES : Par commande téléphonique uniquement, SQAÉ, Service gestion des contrats, Montréal - Tél.: (514) 873-7411.

PRIX : 90,00 \$ (taxes incluses) non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la SQAÉ.

De plus, pour cet appel d'offres, les soumissionnaires devront prendre connaissance du «Cahier des clauses générales d'appel d'offres, Société québécoise d'assainissement des eaux», publié par Les Publications du Québec (édition 1989). Ce cahier fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

LIEUX DE CONSULTATION : Hôtel de ville de Saint-Luc; Ass. de la construction de Montréal et de Québec; ACRGTO; Ass. de la construction du Québec, Région Montérégie; SQAÉ à Montréal et Québec.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS : Hôtel de ville de Saint-Luc : à/s Mme Lise Bigonnesse, greffière, 347, boulevard St-Luc, Saint-Luc (Québec) J2W 2A2. Le : jeudi 4 février 1999 à 15H00.

GARANTIE DE SOUMISSION : Cautionnement.....(19 000,00 \$) ou chèque visé ou autre.....(9 500,00 \$) N.B. : "autre" signifie autre garantie de soumission spécifiée au document d'appel d'offres.

RENSEIGNEMENTS : M. Carol Lachance - Tél.: (514) 873-7411 ou (418) 643-2616.

Seules sont admises à soumissionner les personnes, sociétés et compagnies, ayant une place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur le bâtiment et qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société québécoise d'assainissement des eaux.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Marc Pinsonnault, LL.B., B.Sc.  
Vice-Président administration et secrétaire général

D-18-01-99

#### Appels d'offres

### Ville de Montréal

#### Service des travaux publics et de l'environnement

Des soumissions seront reçues, avant 14h00 à la date indiquée ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-106, Montréal (Québec), H2Y 1C6, pour:

SOUMISSION 8492  
Date d'ouverture: 3 février 1999  
Construction d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire dans la rue Moise-Picard (P-184), de l'avenue du Mont-Royal à un point situé au nord (Cautionnement: 10 000 \$) (Soumission: 64 \$)

Service des travaux publics et de l'environnement  
Unité conception  
700, rue St-Antoine Est, bureau 1.138 (872-3282/3281)

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents relatifs à cet appel d'offres, contre un dépôt non remboursable au montant de 64 \$

T.T.C., en argent comptant ou chèque visé à l'ordre de la Ville de Montréal, à compter du 18 janvier 1999 en se présentant au greffe de l'Hotel de Ville, 138.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formulaires spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe clairement identifiée fournie par la Ville à cet effet. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement, à la salle du conseil de l'Hotel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai pour leur présentation. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 18 janvier 1999

Le greffier,  
M<sup>re</sup> Léon Laberge

5 ans déjà!



#### Le Service Privé d'Aide aux Études N&R inc.

Une équipe de 350 professeurs compétents  
COURS PRIVÉS À VOTRE DOMICILE  
Rattrapage, aide aux devoirs, perfectionnement, préparation aux examens.  
PRIMAIRE - SECONDAIRE - COLLÉGIAL  
Français, mathématiques, anglais, physique, chimie, histoire.  
Aucun contrat à signer, aucun engagement à long terme.  
(450) 973-4526  
Tutoring available in English  
(450) 973-1965

#### Les petits déjeuners

### Communications et Société

Dans le climat détendu d'un petit déjeuner, des professionnels du monde des médias sont invités à partager leurs intuitions et observations sur un aspect de leur choix du thème général « Médias, éthique et spiritualité »



Mercredi 10 février 1999  
de 7h30 à 9h00

#### Guy Fournier

Auteur, journaliste, chroniqueur, scénariste et producteur pour le cinéma et la télévision (Jamais deux sans toi, Les Héritiers Duval, Ent'Cadieux, ...)

Mardi 16 mars 1999  
de 7h30 à 9h00

#### Pierre Juneau

Président du Conseil mondial pour la radiotélévision. A été président de la Société Radio-Canada, puis du CRTC.



Hôtel Westin Mont-Royal  
1050, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

35\$ par petit déjeuner (60\$ pour les deux)  
Réservez tôt, car les places sont limitées

Pour réservation, communiquer avec Chantal Gagnon  
Communications et Société  
1340, boul. Saint-Joseph Est, Montréal (Québec) H2J 1M3  
Téléphone: 514 524 8223 Télécopieur: 514 524 8522 ccs@cam.org

Commandité par: LE DEVOIR

# LE DEVOIR

# LE MONDE

## Reprise du dialogue sur la péninsule coréenne

«De profondes divergences» continueraient à opposer Washington et Pyongyang

AGENCE FRANCE-PRESSE

Genève — Les États-Unis et la Corée du Nord ont achevé hier deux jours de discussions sans progrès apparent vers une inspection d'installations où le régime communiste est soupçonné de relancer son programme nucléaire et devait se revoir samedi prochain.

«Nous avons décidé de nous retrouver samedi. Le lieu de la rencontre sera fixé plus tard», a seulement déclaré un délégué nord-coréen. L'information a été confirmée de source américaine.

Les deux délégations n'ont pas voulu révéler la teneur de quatre heures de discussions dimanche.

Le chef de la délégation de Pyongyang, le vice-ministre des Affaires étrangères Kim Gye-Gwan, avait réaffirmé hier matin que de profondes divergences continuaient à opposer les deux pays.

La question coréenne va rester à l'ordre du jour à Genève d'ici au week-end prochain. Une nouvelle session de pourparlers à quatre, avec la Chine et la Corée du Sud, est prévue de demain à vendredi sur l'établissement d'une paix durable dans la péninsule coréenne. Elle est précédée d'une journée préparatoire aujourd'hui.

Les États-Unis ont tenté ce week-end d'obtenir l'accès à un site à Kumchangri, à 160 kilomètres au nord de Pyongyang, près des centrales nucléaires nord-coréennes existantes, sur lequel ils ont dit avoir «de graves inquiétudes et soupçons». Repéré en août par satellite, le site serait destiné à produire du plutonium malgré un accord bilatéral de 1994 sur l'abandon des ambitions nucléaires nord-coréennes.

Le secrétaire américain à la Défense William Cohen, en visite à Séoul, avait averti la semaine dernière qu'un refus risquait de compromettre l'aide américaine à un pays dont la population souffre d'une grave crise économique et de malnutrition.

Les Nord-Coréens ont jusqu'à présent refusé une inspection américaine, exigeant 300 millions de dollars pour une unique visite. Les États-Unis ont refusé le marché et demandent plusieurs visites.

Certains analystes avancent que Pyongyang chercherait à obtenir une levée des sanctions économiques américaines en échange d'une ouverture du site.

### Démantèlement du programme nucléaire

L'accord de 1994 signé à Genève prévoyait le démantèlement du programme nucléaire de Pyongyang, un programme officiellement civil mais soupçonné de servir également à fabriquer des armes atomiques. En échange, les États-Unis se sont engagés à fournir, avec l'aide du Japon et de la Corée du Sud, des centrales ne produisant pas de plutonium pouvant être réutilisé à des fins militaires, ainsi que 500 000 tonnes par an de carburant jusqu'à l'achèvement de leur construction vers 2003.

En décembre, Américains et Nord-Coréens avaient eu à New York six jours de pourparlers sans parvenir à s'entendre sur une inspection du site suspect.

Le Congrès, irrité par la découverte de Kumchangri et le tir d'un missile nord-coréen en août dernier, a réclamé la fin des livraisons de carburant après juin si le site n'était pas ouvert à une inspection.

Les pourparlers à quatre de cette semaine, les quatrièmes depuis leur lancement en décembre 1997, doivent porter essentiellement sur des questions de procédure pour la suite des discussions qui doit durer des années. Des diplomates sud-coréens ont dit s'attendre à peu de progrès cette session, même si la Corée du Nord qui en assurera la présidence pourrait faire un geste.

Les anciens adversaires de la guerre de Corée cherchent à parvenir à un accord de paix définitif pour remplacer le simple armistice sur lequel s'est achevé le conflit (1950-1953).

### EN BREF

#### Six occidentaux sont enlevés au Yémen

Londres (AP) — Six occidentaux, deux Britanniques et quatre Néerlandais, ont été enlevés au Yémen, ont annoncé hier les ministères britanniques et néerlandais des affaires étrangères. «Je peux confirmer que deux Britanniques ont été enlevés. Nous essayons de prendre contact avec leur famille», a déclaré un porte-parole du Foreign Office, ajoutant ne pas avoir de précisions sur les circonstances de l'enlèvement et l'identité des ravisseurs. A Amsterdam, le ministère néerlandais des affaires étrangères a déclaré qu'un couple de Néerlandais et leurs deux enfants en bas âge ont également été enlevés. Leur voiture a été retrouvée sur la route entre Sanaa, la capitale du Yémen et Sadah, où ils résident et travaillent pour une organisation humanitaire dans un hôpital local. On ne dispose pas de plus amples détails pour le moment. Le 28 décembre dernier, 16 touristes occidentaux — 12 Britanniques, deux Américains et deux Australiens — avaient été enlevés par des militants islamistes. Quatre otages avaient été tués lors d'une fusillade entre les ravisseurs et les forces de sécurité yéménites intervenant pour libérer les touristes. Les membres de tribus armées, qui contrôlent une grande partie du Yémen, ont fréquemment recours au rapt d'étrangers pour réclamer au gouvernement la construction d'infrastructures telles que routes ou écoles. Les otages sont généralement bien traités et libérés sains et saufs.

#### Mégret candidat à la présidence du FN «bis»

Paris (Reuters) — Bruno Mégret a confirmé hier qu'il se porterait à la présidence du Front national qui se réunira le week-end prochain en congrès à Marignane, dans le sud de la France, à l'initiative de ses partisans. Invité de l'émission *Public*, sur TF1, l'ex-député général du FN a expliqué que ce congrès auquel Jean-Marie Le Pen ne reconnaît aucune légitimité visait à «renouveler les instances du mouvement». Prié de dire s'il se porterait à la présidence, Bruno Mégret a répondu: «N'anticipons pas mais il y a des chances». «Ce qui sortira du congrès de Marignane, c'est le Front national légal et renouvelé», a-t-il dit en affirmant qu'il ne procéderait à aucune exclusion. «Nous sommes pour la réconciliation, absolument».

### Procès de destitution du président Clinton

## Un congé passé devant les caméras

Démocrates et républicains se déchirent sur l'audition de témoins

Pour leur part, les avocats de Bill Clinton ont travaillé tout le week-end à préparer sa défense, et demain, ils auront à leur tour la parole devant les sénateurs. La journée promet d'être inédite: dans la soirée, M. Clinton doit prononcer devant la totalité du Congrès son discours annuel sur l'État de l'Union, traditionnelle occasion d'un bilan sur le pays et d'un exposé des projets présidentiels.

BRIGITTE DUSSEAU  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Les sénateurs américains continuent à se déchirer sur l'opportunité de convoquer des témoins, dont l'audition pourrait prolonger le procès en destitution de Bill Clinton de plusieurs semaines, alors que ses avocats préparent sa défense prévue demain.

Une vingtaine de sénateurs avait envahi hier les émissions politiques télévisées, chacun poussant ses pions, clairement en fonction de son appartenance politique.

Pour les démocrates, ces témoins ne serviraient à rien. «Pendant les trois jours des réquisitoires de l'accusation «nous n'avons rien appris de nouveau», a déclaré sur *Fox News Sunday* Bryon Dorgan, sénateur du Dakota du nord. «Je ne pense pas que nous entendrons quoi que ce soit de nouveau lors de la présentation de la Maison-Blanche. Et je ne veux pas nous voir pendant les trois ou quatre mois à venir, faire venir Monica Lewinsky au Sénat», a-t-il ajouté. «Je regrette» que cela semble inévitable.

Monica «Lewinsky a été interrogée 22 fois, Betty Currie [la secrétaire du président] neuf fois, Vernon Jordan cinq fois, et leurs réponses sont restées complètement constantes», a insisté Charles Schumer démocrate de New York, estimant qu'entendre des témoins prolongerait le procès d'«au moins deux mois».



De gauche à droite, les sénateurs républicains Orrin Hatch (Utah), James Inhofe (Oklahoma) et Kay Bailey Hutchison (Texas), l'animateur Tim Russert, de l'émission *Meet the Press* (NBC), et les sénateurs démocrates Paul Wellstone (Minnesota) Christopher Dodd (Connecticut) et John Kerry (Massachusetts)

«Si nous avons des témoins, cela va être un spectacle [...] le Sénat a beaucoup à perdre [...] et le pays» aussi, a redouté de son côté sur NBC Paul Wellstone, démocrate du Minnesota.

Mais les Républicains semblent plus déterminés que jamais, après trois jours d'efficaces réquisitoires où les «procureurs» de la Chambre des représentants ont demandé que M. Clinton soit chassé d'une présidence qu'il a selon eux déshonorée. «J'étais sceptique au départ, pensant que des témoins n'étaient pas nécessaires, maintenant, je penche de l'autre côté», a ainsi déclaré sur CNN le sénateur républicain de l'Utah Robert Bennett.

«Si vous croyez Monica Lewinsky, vous ne pouvez pas croire le président», et «les sénateurs ont à trancher», a insisté l'un des «procureurs» Bill McCollum sur NBC. «Cela va être difficile, vu les circonstances, de ne pas

avoir de témoins», a renchéri le sénateur de l'Utah Orrin Hatch sur CBS.

Si certains sénateurs démocrates se sont publiquement déclarés impressionnés par la prestation des «procureurs», les avocats de la Maison-Blanche sont restés de marbre. Ils «ont échoué à prouver que la volonté et les intérêts du peuple américain seraient respectés en annulant les résultats d'une élection nationale» a commenté samedi Gregory Craig, l'un de ces avocats.

Certains démocrates pourtant insistent désormais sur la nécessité pour la Maison-Blanche de monter une défense vigoureuse. Elle «va devoir être plus large et plus persuasive» a ainsi commenté le sénateur du Massachusetts John Kerry.

Et hier, plusieurs démocrates ont relancé l'idée d'un «blâme officiel», estimant que c'était la «punition proportionnée» à la

conduite de Bill Clinton, accusé de parjure et entrave à la justice pour avoir voulu cacher au pays et à la justice sa liaison avec Monica Lewinsky.

Les avocats de M. Clinton ont travaillé tout le week-end à préparer sa défense, et demain, ils auront à leur tour la parole devant les 100 sénateurs.

La journée promet d'être inédite: dans la soirée, M. Clinton doit prononcer devant la totalité du Congrès son discours annuel sur l'État de l'Union, traditionnelle occasion d'un bilan sur le pays et d'un exposé des projets présidentiels. M. Clinton ne semble pas avoir l'intention de mentionner son procès en cours, et il est probable que les élus du Congrès joueront également leur rôle, mettant brièvement entre parenthèses le premier procès d'un président américain depuis 131 ans.

### ALGÉRIE

## Sanglante fin de ramadan

AGENCE FRANCE-PRESSE

Alger — Quatorze personnes ont été tuées vendredi et samedi en Algérie dans des attentats perpétrés par des islamistes armés, rapportait hier la presse.

Deux policiers et deux civils ont été tués et deux autres policiers grièvement blessés samedi à Relizane (350 kilomètres à l'ouest d'Alger) abattus dans un café par un groupe armé qui a ouvert le feu sur les consommateurs. Ce groupe, venu en voiture, a pu repartir sans être inquiété, indique *Le Quotidien d'Oran*.

La région de Relizane, peu visée par des attentats ces derniers mois, avait été le théâtre il y a un an, au début du ramadan dernier, de massacres qui avaient fait plusieurs centaines de morts.

Deux jeunes d'une vingtaine d'an-

nées ont été tués vendredi soir à un faux barrage tenu par des islamistes armés près de Médéa (80 kilomètres au sud d'Alger), indique le quotidien *Saout el Ahrar*.

Une fillette de huit ans a été grièvement blessée vendredi soir également à un faux barrage aux portes de Blida (50 kilomètres au sud d'Alger). Les parents qui circulaient en voiture avec leur enfant n'ont eu la vie sauve qu'en forçant le barrage alors que les islamistes mitraillaient leur véhicule, indique le journal *Liberté*. Des tirs de «heb heb», mortier artisanal, ont fait vendredi soir un mort à Bougara, non loin de Blida, selon *El Khabar*.

Un patriote (civil armé) a été tué dans un café à Ait Messaoud, dans la région de Tizi Ouzou (Kabylie, 120 kilomètres à l'est d'Alger) par un groupe armé, selon *Le Matin*. *Le Matin* précise que le massacre d'Oued

Djemaa, dans la région d'Aïn Defla, samedi soir, a fait six morts. Les services de sécurité avaient annoncé que quatre bergers avaient été égorgés et un autre blessé par «un groupe de terroristes».

Depuis le début du ramadan, les attentats et massacres perpétrés par les islamistes armés ont fait plus de 150 victimes en Algérie. Cette année, le mois de jeûne musulman, qui s'achève hier soir, n'a pas connu l'ampleur des violences des deux précédents.

Lors du ramadan de janvier 1998, les islamistes armés avaient tué plus de 1200 personnes, notamment dans des massacres aux portes d'Alger et dans l'Ouarsenis (Ouest).

Lors de celui de janvier-février 1997, une vague sans précédent d'attentats à la voiture piégée et à la bombe, avait fait des centaines de morts.

### IRAN

## Meurtres politiques et insécurité rongent le régime

La vague de violence a déclenché une nouvelle guerre entre réformateurs et conservateurs

KIANOUCHE DORRANIE  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Téhéran — Assassinats politiques, menaces de morts et meurtres crapuleux attisent l'insécurité dans la société iranienne et rongent le régime islamique à la veille du 20<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de février 1979.

Depuis plus de deux mois, l'Iran est pris dans un cercle vicieux de menaces de mort et de meurtres d'opposants, d'intellectuels, de médecins ou de juristes alors que le régime est déchiré par une guerre de factions sans merci. «La nation traverse actuellement une phase cruciale de son histoire», affirmait hier le quotidien *Tehran Times*, qui, à l'instar de toute la presse iranienne, consacre une large place à ces événements.

Des informations sur des crimes crapuleux commis dans les quartiers résidentiels de Téhéran, des menaces de morts contre des figures réputées libérales, des violences politiques ou encore des rumeurs sur des arrestations, des disparitions ou des attentats manqués contre telle ou telle personnalité de l'État sont ainsi devenus des faits quotidiens.

Trois meurtres inexpliqués ont été commis ces trois derniers jours à Téhéran, ravivant le sentiment d'insécurité. Javad Emami, expert juridique au palais de justice de Téhéran, et son épouse Sonia, ont été assassinés de sang-froid à leur domicile. Fatemeh Eslami, épouse de Sadegh Khanjani, traducteur renommé de romans pour enfants, a été retrouvée morte étranglée mercredi dernier avec un foulard autour du cou. Réza Alijani, rédacteur en chef de la revue libérale *Iran-é-Farda*, a reçu des menaces de mort d'une organisation intégriste, les «Fedayine de l'islam pur de Mahomet». Dans une lettre au ministre de l'Intérieur, le directeur d'*Iran-é-Farda*, M. Ezatollah Sahabi, a expliqué que M. Alijani avait été menacé de mort en raison «de ses entretiens avec des radios étrangères en persan».

Le ministère de l'Intérieur a par ailleurs dépêché une commission d'enquête à Isfahan (Centre), après l'attaque commise par des activistes intégristes lors de la prière hebdomadaire de vendredi dernier. Fait rare depuis la révolution, cette prière publique, dirigée par l'ayatollah Jaleddin Tahéri, un proche allié du président Mohammad Khatami, a été interrompue et écourtée.

Les meurtres, les menaces et les violences politiques, interviennent alors que certains journaux ont fait état ces derniers jours de l'existence d'une «liste noire» d'intellectuels menacés de mort. De caractère politique ou crapuleux, ces meurtres ont porté un coup sévère à l'image du régime et déclenché une nouvelle guerre entre ses deux principales factions, les partisans réformateurs du président Khatami et ses adversaires conservateurs. Elle a éclaté après l'annonce la semaine dernière par le ministère des Renseignements de l'implication de plusieurs de ses agents dans les meurtres de deux opposants nationalistes, Daryoush et Parvaneh Foruhar, et de trois écrivains.

Les factions pro-Khatami demandent désormais ouvertement la démission du ministre des Renseignements, le religieux conservateur Ghorbanali Dorri-Najafabadi, alors que les conservateurs accusent la faction de gauche d'être elle-même impliquée dans ces meurtres.

«Personne ne bénéficiera de cette dispute. Nos querelles ont satisfait l'ennemi et l'ont incité à se poser des questions sur notre régime et notre révolution», a déclaré vendredi M. Ali Akbar Hachémi-Rafsanjani, ancien chef de l'État et président du Conseil de discernement, plus haute instance d'arbitrage politique du régime. Conscient de l'ampleur du danger qui menace désormais la crédibilité interne du régime, M. Rafsanjani a appelé les factions rivales à observer une trêve. «Le régime et le peuple ont souffert de ces meurtres qui ont porté atteinte à notre sécurité et notre prestige international», a reconnu l'ancien président.

Les factions pro-Khatami réclament la démission du ministre des Renseignements

## Elsine est de nouveau hospitalisé

Les cercles du pouvoir n'y voient «rien d'extraordinaire»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Boris Eltsine a été de nouveau hospitalisé hier, pour un ulcère à l'estomac, mais son solide premier ministre Evgueni Primakov s'est efforcé de rassurer les Russes en affirmant qu'il n'y avait là «aucune situation extraordinaire».

«Le pays n'est en rien dans une situation extraordinaire à cause de la maladie du président», a dit M. Primakov, dans une remarque au double sens sans doute involontaire, signalant certes que la stabilité du pouvoir était garantie, mais aussi que l'absence du président n'avait plus rien d'extraordinaire depuis des mois en Russie.

Le porte-parole du Kremlin Dmitri Iakouchkine a abondé dans le même sens: «Il n'y a aucun transfert de pouvoir, aucune décision ou ordre particulier lié à l'hospitalisation du président», a-t-il dit. M. Eltsine, en tant que chef des armées, contrôle notamment le «bouton nucléaire» de la Russie. Selon l'agence Interfax, le président de la Douma (Chambre basse), le communiste Guennadi Seleznev, a demandé à Boris Eltsine de transférer par décret au premier ministre ses pouvoirs en matière de police, d'armée et de politique étrangère pendant le temps de sa maladie.

Officiellement, M. Eltsine, 67 ans, a été hospitalisé pour «un ulcère aigu et sanglant». Un mal apparemment sans lien direct avec la maladie cardiaque du président, opéré d'un quintuple pontage coronarien en 1996 après une série d'infarctus gardés secrets à l'époque.

Le premier ministre a cru devoir souligner que le Kremlin n'avait pas menti en parlant d'un ulcère à l'estomac pour justifier l'hospitalisation de Boris Eltsine. «Je peux affirmer catégoriquement que le diagnostic annoncé correspond à la réalité», a-t-il dit.

Selon les spécialistes interrogés par les agences russes, un tel ulcère a pu être provoqué par la prise répétée d'aspirine, notamment nécessaire après l'opération du cœur. Il peut aussi s'agir de manifestations digestives en cas d'imprégnation alcoolique, selon un spécialiste de l'hôpital Rothschild à Paris. Les médecins du président, affirmait hier la radio *Echo de Moscou*, n'envisagent pas encore d'opération, mais n'excluent pas le recours à la chirurgie si l'état de leur patient se dégradait.

Malgré le calme affiché par le pouvoir, cette hospitalisation ne manquera certainement pas de relancer les appels à la démission du président, devenus un leitmotiv de la vie politique russe depuis l'affaiblissement visible de Boris Eltsine ces derniers mois. Samedi, le puissant maire de Moscou Iouri Loujkov, candidat déclaré à la succession de Boris Eltsine au Kremlin, lui a suggéré de renoncer de lui-même à son mandat. «La question de l'élection présidentielle anticipée est posée», a dit M. Loujkov.

La dernière hospitalisation de Boris Eltsine remontait au 23 novembre. Il était resté à l'hôpital central du Kremlin deux semaines pour soigner une pneumonie. Durant son hospitalisation, la Douma (Chambre basse du Parlement) avait voté une résolution exigeant la publication d'un rapport sur son état de santé. Le Kremlin n'a pas donné suite à cette requête.

À l'automne, Boris Eltsine avait en outre annulé plusieurs voyages à l'étranger. Il a également souffert d'asthénie, une forme de dépression physique et morale accompagnée de grande fatigue.

Malgré le calme affiché, cette hospitalisation ne manquera pas de relancer les appels à la démission du président

## É D I T O R I A L

## Raccrocher les familles

Le cri d'alarme vient des directions d'école comme des commissions scolaires: la démission des familles et la pauvreté endémique rendent leur travail impossible. L'école ne peut plus suppléer aux carences d'une société déstructurée. Comment enseigner à des ventres vides et à des cœurs meurtris? À des enfants qui n'ont même pas appris à parler...

**C**et automne, la directrice de l'école Maisonneuve à Montréal a accueilli cinq bouts de chou de quatre ans qui ne parlaient pas. Il ne s'agit pas d'enfants d'immigrants dont le français est une langue seconde. Ce sont de petits francophones qui n'ont tout simplement pas appris à parler. Elle n'avait jamais vu ça. Nous non plus. Dans *Le Devoir* du 9 janvier, six directeurs d'école de la région montréalaise confiaient sur le même ton leurs tourments à notre collègue Paule des Rivières. Leur constat est unanime. Les familles ont démissionné ou alors sont incapables d'assumer leur part de l'éducation des enfants. L'école ne peut plus suppléer à ces carences. Il faut arrêter le mouvement. Il faut raccrocher les familles.

Dans une lettre ouverte publiée ces derniers jours, c'est le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron, qui lance à sa manière un appel à la mobilisation générale, cette fois-ci pour combattre la pauvreté. «*Il faut vraiment ignorer ce qu'est un enfant et ce qu'exige l'effort scolaire pour penser que l'enfant peut apprendre et que l'école peut être efficace quand les élèves ne mangent pas à leur faim et qu'ils somnoient sur leurs bancs*». Le sous-financement de l'éducation est un problème grave, ajoute-t-il. Mais la sous-alimentation des enfants est un problème encore plus grave qui, pour l'heure, doit faire oublier tous les autres.



Michel Venne

Ce n'est pas la première fois que l'on fait état de l'effet sournois de la pauvreté sur le rendement scolaire des élèves. Ni la première fois que la démission des familles est montrée du doigt. Mais la persistance voire l'aggravation de ces problèmes rend leur dénonciation d'autant plus impérieuse. Sommes-nous en train de sacrifier des générations d'enfants? Il serait facile de clore le dossier en jetant la pierre aux parents. Comment une mère ou un père peut-il laisser son gamin sortir de la maison le matin le ventre creux? Comment se fait-il que des parents soient si peu sensibles au développement de leur progéniture qu'ils n'aient pas jugé bon de leur avoir appris à parler? L'irresponsabilité dépasse l'entendement. Ces parents aiment-ils les enfants qu'ils ont mis au monde?

Dans une société individualiste, le malheur de chacun dépend d'abord de soi. On ne peut pas nier cette réalité. On n'arrivera à rien en rejetant toute la faute sur l'Etat, sur l'Église, sur l'école. Chaque personne est d'abord responsable d'elle-même et responsable de ceux qu'elle engendre et qu'elle apprivoise. La société n'est rien sans les individus. Il faut le dire et le répéter. Aide-toi et l'Etat t'aidera. Mais dire cela, même si c'est nécessaire, même si c'est la base, ne règle rien non plus. Les directeurs d'école d'ailleurs ne blâment pas les parents. Ils constatent au contraire que plusieurs d'entre eux sont démunis, sont dépassés.

Le réflexe de beaucoup d'entre nous est d'abandonner ces personnes à elles-mêmes. Tant pis pour eux, se dit-on. Et on inscrit ses propres enfants dans les meilleures écoles en espérant qu'ils sauvent leur peau, en espérant leur donner la meilleure éducation possible, loin des milieux pauvres dans tous les sens du terme. À cet égard l'exemple vient de haut. Nos principaux dirigeants politiques ne choisissent-ils pas pour leurs garçons et leurs filles l'école privée? Drôle de marque de confiance envers l'école publique dont ils sont responsables.

On peut difficilement reprocher à des parents qui constatent que, dans une école de quartier, leur enfant régresse parce que l'échec de ses petits copains retarde tout le groupe, de chercher ailleurs quelque chose de mieux. Mais nous sommes en train de créer ce que nous trouvons pourtant inacceptable pour le système de santé, une éducation à deux vitesses. Une société de la réussite, qui pourra participer à cette «économie du savoir» qui fascine tant le premier ministre, et une société de l'exclusion avec tous les méfaits que cette dichotomie provoque.

La question n'est donc plus de savoir s'il faut réagir, mais comment. Puisque la solidarité ne peut pas s'exprimer toujours à l'échelle individuelle, la réponse doit être collective. L'école, en plus d'exercer son rôle en matière d'enseignement, aura toujours une fonction de soutien plus large. L'école est souvent le point d'ancrage dans la communauté. C'est pourquoi à peu près tout le monde s'entend aujourd'hui pour que soit rétabli le niveau de financement des services complémentaires dans les écoles afin qu'il y ait suffisamment de psychologues, de psychoéducateurs, d'orthophonistes pour aider individuellement les enfants en difficulté. Le Conseil supérieur de l'éducation fait le tour de la question dans un avis publié en mai dernier et recommande aussi une meilleure intégration de ces services et une meilleure coordination avec les autres organismes du milieu. Une bonne idée aussi que celle, évoquée à Montréal, d'offrir des services aux parents après les heures de classe, ne serait-ce que pour leur apprendre à faire les devoirs.

Mais le chantier qui s'ouvre concerne bien plus que l'école. Les familles qui ont décroché n'ont pas décroché que de l'école, elles ont décroché de tout. Il serait présomptueux de tracer ici un plan détaillé de mobilisation. Mais c'est en quelque sorte l'environnement local et social qu'il faut rebâtir. Ne dit-on pas qu'il faut un village pour élever un enfant? Reconstituons des villages en développant les réseaux communautaires, les centres d'éducation populaire, les services municipaux de loisirs, les activités culturelles locales, les bibliothèques publiques.

Cela passe par les enfants, certes. Et la création des centres de la petite enfance, qui offrent le service de garde à 5 \$ par jour, aidera, si tant est que les pauvres les utilisent, à mieux préparer les petits cocos à entrer à l'école ou à dépister plus tôt les enfants qui éprouvent des difficultés d'apprentissage. Mais notre obsession pour les enfants nous fait oublier les adultes. Le désarroi des écoliers traduit pourtant la détresse et l'isolement des parents, surtout ceux des familles pauvres, des familles désunies, des familles monoparentales.

Il y a la question d'argent. On peut discuter du niveau des prestations d'aide sociale ou d'assurance-emploi. Mais il y a aussi une question de mentalité et d'organisation. On apprendait, samedi, dans ce journal, que les efforts du gouvernement pour recouvrer des sommes versées en trop à des assistés sociaux, généralement à cause d'erreurs administratives plutôt que de fraude, ont rapporté 300 millions grâce au travail de 300 fonctionnaires embauchés exprès pour accomplir cette tâche. Que pourrions-nous réaliser si l'on utilisait les mêmes effectifs non pas pour contrôler à la «cenne» près mais pour aider des familles pauvres à sortir de leur marginalité? On pourrait réaliser beaucoup. Mais encore faut-il le vouloir.

mvenne@qbc.clic.net

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE CAYOUILLE,  
PIERRE BEAULIEU, NORMAND THÉRIAULT  
Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAÇON  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



## LETTRES

## Un corporatisme hypocrite

Ainsi donc, selon Mme Landry, qui parlait en tant que membre de la Fédération québécoise des professeurs d'universités (FQPPU), le statut de chargé de cours serait incompatible avec la liberté académique. De plus, l'enseignement universitaire sans la recherche serait une hérésie.

Diable! Alors, comment est-ce que je fais depuis une vingtaine d'années? Mes enseignements sont-ils à ce point dénués de toute rigueur intellectuelle, sont-ils empreints des préjugés que dénonce Mme Landry?

Et, dans ce cas, comment se fait-il que la multitude d'étudiants à qui je me suis adressé durant tout ce temps a, dans une large majorité, trouvé mes cours généralement très satisfaisants?

J'aimerais qu'on m'explique en quoi le fait de faire de la recherche garantit un meilleur enseignement. Nous connaissons tous des professeurs qui sont d'excellents chercheurs mais des pédagogues épouvantables.

Plus, même, le temps consacré à la recherche est du temps en moins pour s'occuper de questions pédagogiques. Un chargé de cours qui consacre 100% de sa tâche à s'occuper de son enseignement est peut-être plus disponible qu'un professeur qui n'y consacre que 33% de son temps.

Non, décidément, derrière l'argumentaire des représentants du corps professoral de l'UQAM, il

ne faut voir qu'une pathétique et hypocrite résistance corporatiste à une possible perte de pouvoir et de prestige.

Il est évident que l'apparition d'une possible catégorie de «chargé d'enseignement», dont le statut se situerait entre l'actuel statut de chargé de cours et celui de «professeur-chercheur», pourrait éventuellement faire ombre à l'aura de notre corps professoral.

Mais d'un autre côté, cette nouvelle catégorie assurerait des cours de meilleure qualité, grâce à une plus grande disponibilité des enseignants, à davantage de ressources financières disponibles pour l'université puisque des chargés d'enseignement coûteraient moins cher que des professeurs-chercheurs, tout en dispensant plus de cours. Bref, la grande majorité de la collectivité universitaire pourrait être gagnante.

Non, nous dit la FQPPU. La solution, c'est l'ouverture de 1000 postes de professeur. Dans la conjoncture actuelle des finances publiques, une telle proposition relève de la pire fustierie ou alors d'un objectif bien précis: conserver le statu quo et surtout ne pas perdre de pouvoir et de prestige, même au prix de la détérioration de l'enseignement universitaire...

**Daniel Gomez**  
Chargé de cours, département de sociologie,  
UQAM  
Montréal, 5 janvier 1999

## Magazine disparu

Au mois d'octobre dernier, le magazine *Le marché du travail* paraissait pour la dernière fois. Malheureusement le gouvernement du Québec, aux prises avec des compressions budgétaires, a peut-être fait un mauvais choix, et ce, quitte à retirer un des accès à l'information des plus pertinents à la communauté tant des affaires qu'universitaire ou syndicale.

Le ministère du Travail, en cessant de publier *Le marché du travail*, enlève un des outils des plus utiles aux étudiants, professeurs, syndicalistes, gestionnaires, employeurs ou professionnels ayant un rapport direct ou indirect avec le marché du travail. Par sa grande diversité (l'ensemble des divers dossiers, les analyses des différents problèmes et thématiques des milieux de travail québécois, sans compter l'apport inestimable de l'ensemble des conventions collectives de 100 employés et plus qui y étaient répertoriées) et la qualité de son contenu, ce magazine a permis à plusieurs acteurs du monde du travail de mener à bien travaux scolaires, recherches ou rapports de toutes sortes. Il faut que dans les plus brefs délais, l'on recommence à publier le magazine *Le Marché du travail*.

**Rock Beaudet**  
Secrétaire général  
Force Jeunesse  
Montréal, 13 janvier 1999

## REVUE DE PRESSE

## Déjà vu

de minuit, ce qui nous amène naturellement à la question intéressante de son confesseur. Tant d'entre nous aimeraient avoir l'occasion d'entendre la confession du général! [...] combien de «mea culpa» et de «Je vous salue Marie» le général a-t-il dû dire au juste pour expier ses crimes?»

Rushdie se déchaîne ensuite contre l'exploitation des valeurs chrétiennes par les protagonistes du psychodrame Clinton-Lewinsky. «Il existe un mot plus ancien pour désigner le christianisme à langue de vipère de la droite américaine: hypocrisie. Et Washington, cette vilaine école de la médisance remplie de ricaneries, de faux-jetons et de serpents, est aux prises depuis bien des mois avec une sorte de fondamentalisme de l'hypocrisie.» Clinton lui-même n'est pas épargné par la plume de l'auteur des *Versets sataniques*. «Bien sûr son étonnante popularité actuelle dans les sondages résulte en partie de la bassesse des hussards de Starr. Elle vient aussi de sa décision de bombarder l'Irak, initiative très populaire en Amérique. Clinton a-t-il parlé de ça aussi avec ses conseillers spirituels?» qui lui tenaient apparemment compagnie au moment du vote sur sa destitution?

Après avoir décoché quelques flèches en direction cette fois des tartuffes qui se réclament de Yahvé, d'Allah ou de Vishnou, l'écrivain en vient au cœur de son propos, c'est-à-dire à ses souhaits pour les années à venir: «Pour la personne impie que je suis, écrit-il, le problème capital du monde d'aujourd'hui ne figure sur aucun des programmes des escadrons de dieu. Il s'agit de la prétendue dette, des multitrillions de dollars dus qui mettent les pays les plus pauvres au clou et sous la coupe des plus riches. [...] Pourquoi l'espèce humaine ne ferait-elle pas de l'annulation de la Dette son cadeau du millénaire? [...] C'est une politique qui abolirait le souvenir des minables lewinskieries de 1998 et inscrirait la présidence Clinton dans les livres d'histoire pour une raison véritablement et hautement morale.»

Le bogue de l'an 2000? Bof! On a déjà connu pire, ici. Ailleurs, Salman Rushdie signe à l'occasion du nouvel an un article légèrement caustique, comme y ont droit les cibles de fatwas. L'Occident qui commence à peine à découvrir la Chine? Bof! Les légionnaires romains y ont probablement trainé leurs caligae (leurs sandales, comme nous l'a appris M. Gosciny).

CLAUDE LÉVESQUE  
Le Devoir

«Si le chauffage fait défaut, un foyer, un poêle à bois ou un appareil de chauffage sur pieds au kérosène ou au propane peut devenir une source de chaleur de remplacement... Vous devez porter plus de vêtements à l'intérieur... Si vous avez des enfants, faites les dormir ensemble, entre vous-même et votre conjoint et/ou avec votre animal domestique. Les chiens, en particulier, constituent de très bonnes sources de chaleur.» S'agit-il de conseils publiés l'an dernier dans un journal de la Rive-Sud de Montréal? Vous n'y êtes pas. Ce texte a paru dans un des sites Internet consacrés aux préparatifs pour l'an 2000 et recensés dans le dernier numéro du magazine *Time*. C'est tout. Rien à ajouter, sinon que les habitants de la Montérégie ont déjà subi leur baptême du

## La presse



## du monde

nouveau millénaire, qu'on leur souhaite d'ailleurs électrisé, à défaut d'être électrisant.

◆ ◆ ◆ Dans les pages du *Monde*, Salman Rushdie, cet écrivain condamné à mort par les autorités politico-religieuses de l'Iran pour avoir prétendument blasphémé contre l'islam, a montré une fois de plus qu'il est un polémiste de grand talent. «L'année écoulée nous offre déjà un nombre impressionnant de comportements faussement chrétiens, écrit-il. Voici, par exemple, le général Augusto Pinochet à la messe

Selon l'histoire officielle et écrite, les premiers contacts entre l'Occident et la Chine ont eu lieu en 166 après Jésus-Christ, lorsque des émissaires de l'empereur romain Marc-Aurèle ont atteint la capitale de l'Empire du Milieu, qui était alors Luoyang. Plusieurs historiens et archéologues, professionnels et amateurs, pensent cependant qu'il y eut un contact antérieur, avant le début de l'ère chrétienne, et que des légionnaires romains ont laissé des descendants en Chine. Depuis quelque temps, les journaux chinois publient de nombreux articles sensationnalistes à ce sujet. *The Far Eastern Economic Review* tente de faire la part entre le vraisemblable et l'improbable. «Les documents officiels datant de la dynastie des Han fournissent les premières indications qu'il y a quelque chose de particulier à propos de [Liquian, une] oasis sur le tronçon de l'ancienne Route de la Soie situé dans la province de Gansu. Dans un registre des terres qui date de l'an 5 BC [avant J.-C.], le nom de Liquian désigne une ville de cette région; or ce nom était aussi la forme abrégée pour désigner l'empire romain en chinois. En outre, un texte datant de la dynastie des Qing dit que Liquian a été peuplée à l'origine par des prisonniers de guerre romains.» D'où venaient-ils? Dès 1955, un spécialiste britannique de l'histoire chinoise, Homer Hasenpflug Dubs, a fait les rapprochements suivants: les Parthes ont fait prisonniers un grand nombre de Romains après les avoir vaincus en 53 avant Jésus-Christ, dans la Turquie actuelle. Ils les auraient transportés plus à l'Est et utilisés comme mercenaires pour protéger les limites orientales de leur empire. Une vingtaine d'années plus tard, les Chinois ont vaincu une armée de Huns dont certains éléments utilisaient des formations et des équipements militaires étrangement similaires à ceux des Romains. L'explication avancée par Dubs: certains des Romains prisonniers des Parthes auraient faussé compagnie à leurs maîtres et offert leurs services au chef des Huns, pour finalement finir leur carrière comme prisonniers des Chinois.

S'il subsiste quelques failles dans toutes ces théories, cela n'empêche pas des journalistes et des promoteurs touristiques locaux d'exploiter cette intéressante énigme historique, note *The Review*.

## I D É E S

## À l'attention de M. Chrétien

«Je vous demande d'intercéder auprès de la commission spéciale mise sur pied par l'ONU pour étudier la possibilité de poursuivre les anciens dirigeants khmers»

LU CHAN KHUONG

Avocate, citoyenne cambodgienne (1970)  
et canadienne (1978)

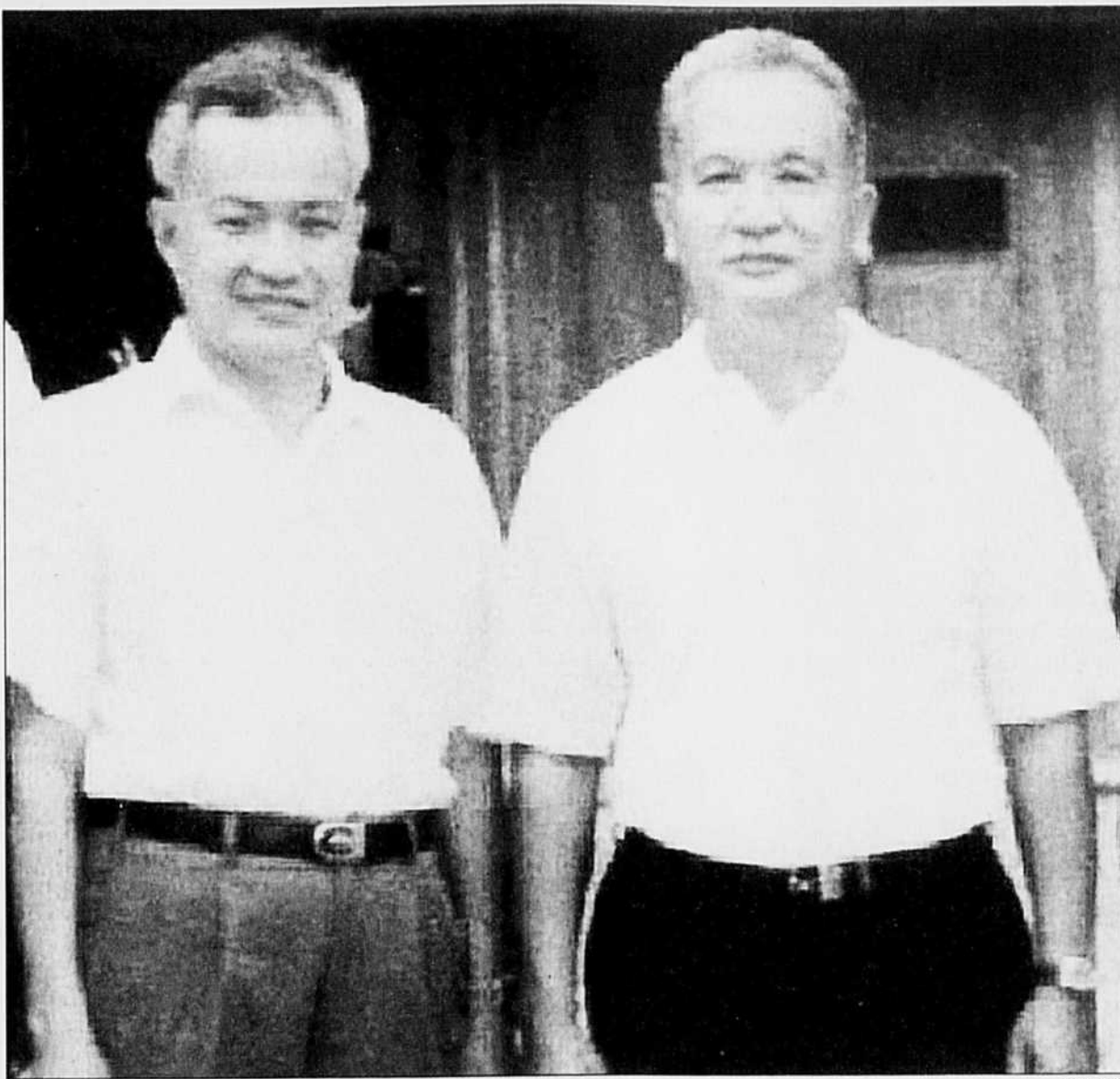
L'actualité récente a ramené à la mémoire du monde l'horreur de la révolution khmer rouge qui a conduit à la mort de deux millions de mes compatriotes entre 1975 et 1979. Grâce à la vigilance de mes grands-parents paternels et maternels, ma famille immédiate a pu fuir le génocide, laissant tout derrière elle, quelques mois à peine avant l'arrivée des troupes du leader Pol Pot dans la capitale Phnom Penh. Malheureusement, nombre de mes concitoyens innocents n'ont pas eu cette chance; ils sont morts torturés, épuisés, affamés, assassinés.

Le tout s'est déroulé au su d'une communauté internationale étrangement indifférente et béate. Il est à se demander si, n'eût été de l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne en 1979, quelqu'un, quelque part, aurait eu l'idée de mettre fin au règne absolu du joug révolutionnaire. Au total, les troubles auront écrasé le peuple cambodgien pendant quelque trente ans au cours desquels, tour à tour, les États-Unis et les Nord-Vietnamiens l'auront précipité dans la guerre, sans compter la Chine et la Thaïlande limitrophes, tantôt activistes, tantôt complaisantes.

Le 15 avril dernier, le principal architecte de l'idéal khmer rouge, Pol Pot, mourait impunément sans avoir eu à livrer la moindre explication sur ses stratégies démoniaques, ses alliances secrètes (avec la Chine notamment) et son imposant réseau de collaborateurs. Il faut dire qu'en plus de la communauté internationale, l'ONU en tête, ne s'est pas précipitée pour le questionner, encore moins pour le traduire en justice malgré les preuves aussi abondantes qu'incontestables qui pesaient contre lui.

Mais il faut croire que nous n'avions encore rien vu. Le 28 décembre dernier, le premier ministre cambodgien Hun Sen (ancien Khmer rouge déserteur en 1977) accueillait à bras ouverts deux ex-alliés sûrs de Pol Pot, Khieu Samphan et Nuon Chea. Le lendemain, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, donnait l'accolade à ces criminels notoires, les mains fraîchement tachées du sang de milliers de leurs compatriotes.

Comment expliquer cette parade honteuse, bénie par des hommes d'influence, tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays? De qui s'autorisent-ils pour se prêter ainsi à pareille injure à la mémoire de millions d'innocents? Et les familles décimées qui leur ont survécu, n'ont-elles pas le droit de savoir? De comprendre? Ces nouveaux héros qu'on applaudit aujourd'hui au nom d'un autre idéal, celui de la réconciliation nationale, qu'ont-ils fait de moins barbare qu'Hitler, Papon, Pinochet, Dada, Hussen et autres assassins rwandais ou bosniaques? Et en bout de piste, même si l'objectif de reconstruction nationale apparaît aujourd'hui absolument indiscutable, au point où en est le peuple cambodgien, on peut bien se questionner sur le rôle que pourraient y jouer ces deux nouveaux naufragés



Gilles Archambault

## Une responsabilité historique

«Oui, la bête consiste à vouloir conclure. Nous sommes un fil et nous voulons savoir la trame.» Flaubert a 28 ans lorsqu'il se confie à son ami Louis Bouilhet. Il a alors en tête la décadence de l'art.

Cette attitude de circonspection, il me semble qu'il est bon de l'avoir dans tous les domaines de l'esprit. Rien n'est blanc. Rien n'est noir. Il existe en revanche des dégradés savantissimes. On se perdrait à loisir, en les contemplant trop longtemps, dans un byzantinisme aussi vain qu'interminable.

Dans le métro, l'autre jour, un collant fixé à la montre d'un marchand de journaux. On y proclamait sans ambages que l'indépendance du Québec est un leurre. Redigé dans les deux langues, le message était explicite. «Pigs can fly». Bref, proclamer l'urgence de la souveraineté, travailler à son avènement relèverait d'une utopie. Un mensonge aussi flagrant que celui de prétendre que les porcs peuvent voler.

On peut au moins en déduire que l'auteur du primaire galimatias ne partage pas l'idée qu'avance dans sa correspondance l'auteur de *Madame Bovary*. Il croit dur comme fer que le spectre de l'indépendance explique tout, que les demandeurs d'emploi seront plus rares dès qu'on remettra cette idée dans un quelconque placard.

À la télé, il n'est pas rare qu'un invité, en règle générale universitaire et québécois non de souche, mentionne: «N'en déplaise à M. Parizeau, j'ai choisi de vivre en français au Québec.» Et la phrase n'est jamais relevée, le message passe. Comme s'il n'était pas normal que, s'installant au Québec, et souhaitant s'inscrire dans une réalité québécoise, on ne parle pas la langue commune.

La phrase ainsi formulée pourrait signifier que Jacques Parizeau est foncièrement intolérant et que ces nouveaux arrivants (qu'il soupçonne indûment) sont en réalité prêts à jouer le jeu de la démocratie. Ou ne s'agirait-il que d'une idée reçue trop commode? On se servirait de M. Parizeau comme d'un bouc émissaire pour prouver sa bonne foi.

«Pigs can fly», avance en toute dérisoire le texte de l'affichette du métro. Les journaux du Canada condamnent ainsi le projet d'indépendance avec une belle unanimité. Chez plusieurs éditorialistes de ce pays, l'hystérie tient compte de pensée. Ces zigues n'ont jamais pensé qu'ils n'étaient qu'un fil. Ils ne veulent même pas «savoir la trame», assurés qu'ils sont de la connaître déjà.

Et pendant ce temps-là... Le premier ministre du Québec est aussi discret au sujet de l'article 1 de la charte du Parti québécois qu'a cherché à l'être pendant longtemps le président Clinton au sujet de ses explorations extraconjugales.

M. Bouchard a répété jusqu'à la nausée pendant la campagne électorale récente qu'il attendait pour tenir un troisième référendum sur l'avenir du Québec la certitude d'avoir réuni des «conditions gagnantes».

La ferveur pour y arriver, l'opiniâtreté essentielle pour convaincre une population du bien-fondé de cette option, je ne l'ai jamais décelée dans son attitude ni dans ses propos. On aurait juré qu'il n'abordait le sujet que du bout des lèvres, un peu comme un amant distraint vante les qualités d'une femme qu'il s'apprete à larguer.

Il est probable que Lucien Bouchard agisse ainsi par tactique politicienne. Il mettrait sous le boisseau une idée à laquelle il croirait pour ne pas nuire à un projet global qui lui serait tout aussi cher.

Puisque les sondages révèlent que l'idée d'indépendance n'est pas prise, qu'elle fait peur et que la perspective d'une autre consultation populaire autour du OUI ou du NON prend des allures d'une autre crise du verglas, parlons d'autre chose.

Il est possible que la démarche soit la bonne. Un jour viendrait où l'idée de l'indépendance aurait fait son chemin. Les conditions seraient alors gagnantes. L'ensemble des forces contraires, et qu'il ne faut jamais nommer au risque de passer pour *politically incorrect*, serait devenu malléable.

Aura-t-on convaincu les irréductibles? Ou ces derniers auraient-ils cédé à un mouvement populaire dont rien actuellement ne laisse présager l'arrivée? Mystère. Nous deviendrons, nous Québécois, le premier peuple à accéder à la souveraineté dans le culte du tabou. On en viendrait à diriger ses destinées tout naturellement, sans même avoir parlé des conditions qui mèneraient au but souhaité.

Il est évident que M. Bouchard porte sur ses épaules une immense responsabilité. Il a le devoir, sur peu qu'il y croit, d'aborder franchement et directement le sujet de l'indépendance. En affirmant, comme il est normal quand on dirige une formation comme celle du Parti québécois, une volonté d'arriver au but primordial. Le mythe du «bon gouvernement» ne sera pas suffisant aux yeux de l'Histoire. Le déficit zéro n'est qu'un moyen (discutable) d'arriver à ce qui constitue l'essentiel.

Puisque l'être humain (Flaubert toujours) n'est qu'un fil, qu'il s'applique au moins à faire comme s'il était possible de connaître la trame. À défaut de quoi, le projet même de cette affirmation deviendra caduc ou au mieux un vague rappel historique d'une volonté de libération qui fut et qui n'est plus. L'Histoire jugera peut-être.

Les deux Khmers rouges Khieu Samphan et Nuon Chea, ex-alliés sûrs de Pol Pot.

de la barque khmer rouge, moribonde et orpheline (surtout pour Samphan, qui fut chef de l'État khmer rouge). Est-il nécessaire d'ajouter que nul pardon n'est possible, nulle réhabilitation envisageable, tant que le verdict n'est pas tombé, au terme d'un procès équitable, crédible et complet où tout aurait été dit, scruté, avoué.

Le Canada possède une bonne crédibilité dans la communauté des nations. Il a été accueillant et généreux pour des centaines de réfugiés cambodgiens, il y a 25 ans. J'étais du nombre et on m'a appris les enseignements de Lester B. Pearson, ancien premier ministre du Canada, qui s'est mérité le prix Nobel de la paix pour avoir eu l'idée des Casques bleus au sein de l'ONU. On m'a aussi beaucoup parlé de

Pierre E. Trudeau, qui ne craignait jamais la controverse en prenant position sur maints conflits dans le monde.

Je vous demande, Monsieur Chrétien, d'intercéder auprès de la commission spéciale mise sur pied par l'ONU pour étudier la possibilité de poursuivre les anciens dirigeants khmers. Ainsi, Nuon Chea, Khieu Samphan et d'autres leaders impitoyables seraient traduits devant le Tribunal pénal international (T.I.P.), et ce sans plus de délai. Je vous imploré de contribuer ainsi à donner au peuple cambodgien cette chance unique de mettre fin dans la dignité et la vérité à cette épopée cauchemardesque qui risque, autrement, de le hanter pendant des siècles, de même que l'humanité tout entière.

## L'éducation au Québec

## Trois petits cancers sournois

GABRIELLE GOURDEAU

Chargée de cours à l'Université Laval

J'ai parcouru avec intérêt le cahier spécial que *Le Devoir* faisait paraître sur l'éducation, le week-end du 8 janvier dernier. Les articles qui le composaient soulevaient tous des problèmes bien réels de notre système d'éducation dégenéré dans lequel, comme le chantait Vigneault, «tout le monde est malheureux». Pour d'aucuns, les solutions résident dans une rééducation de la famille; pour d'autres, pour la plupart en vérité, il s'agirait, encore et encore, de se tourner vers l'État-providence pour que les coffres du ministère de l'Éducation soient remplis de façon à pourvoir le peuple québécois d'un système éducationnel efficace.

Oui, mais voilà. L'État-providence, il est à plat, et on ne peut plus compter sur lui.

Par ailleurs, si, dans le cahier cité, j'ai remarqué une tendance certaine et généralisée à la complainte collective, je n'ai pas relevé beaucoup de passages où l'on soulevait des causes possibles de l'état de crise où est plongé le système d'éducation québécois. J'aimerais donc, ici, soulever au moins trois problèmes dont deux sont peut-être à l'origine du merdier dans lequel nous pataugeons et où l'autre est sans doute à l'origine de ce qui nous attend dans un avenir rapproché.

Tout d'abord, il y eut Mme Robillard, qui se lança dans une opération d'émondage du système d'éducation (alors que les racines en étaient pourries) par une réforme du réseau collégial; puis le ministre Garon, qui parla d'une réforme plus générale. Ensuite, le ministre Garon ayant à peine jeté les bases de sa réforme, on le remplaça par une nouvelle ministre, Mme Marois, qui avait, elle aussi, sa conception de ce que «réforme» peut vouloir dire. La dame procéda à d'importants changements, sur papier, en promettant la chose réelle pour 2002, et, avant même qu'elle réalise ses vœux pieux, on la remplaça par un François Legault, businessman de son état. Un tel manque de suivi ne peut qu'entraîner commissions d'enquête, analyses de situation, recommandations de ceci, comptes rendus de cela, bref, de la pape-rasse qui n'aboutit à rien de concret, des embryons de projets devenus avortons à chaque remaniement ministériel. Pendant ce temps-là, la situation se détériore et on continue d'expédier des générations entières au sombre pays de l'ignorance.

Deuxième aspect de la crise: la fameuse complainte des universités sous-subsventionnées. Il est vrai que l'État-providence a coupé dans le gras dans le milieu des études supérieures. Pour pallier ce manque à gagner, les administrateurs des universités ne remplacent pas les professeurs agrégés. Résultat: on grossit les groupes-classes, on enga-

ge, oh horreur, l'engeance des chargés de cours pour remplacer les sommités disparues.

Mais... vous êtes-vous demandé pourquoi les administrateurs des universités québécoises optent toujours pour le non-remplacement des professeurs agrégés quand vient le temps de combler leur déficit? Tout bonnement parce que, à l'instar de nos plaques minéralogiques, ils se souviennent. Ils se souviennent de tout ce que leur a coûté le professeur agrégé québécois type, depuis les années 60, car c'est surtout celui-là qui a bénéficié de la période des vaches grasses post-lesagiennes dans le milieu universitaire. Oui, celui-là, il l'a bâfré goulument, son pain blanc: des années sabbatiques écoulées dans les vieilles Europes à cuver les grands crus et à se flatter l'abdomen bourré de foie gras; des équipes de recherche coûteuses qui accouchèrent d'une souris ou, pis, d'un ramasse-pousière destiné aux tablettes des bibliothèques; des vacances de quatre mois à l'été et d'un mois à Noël, des salaires maximum pour l'effort minimum d'un enseignement de quatre cours-année, des pensions pharamineuses, des voyages «de recherche» aux frais de la princesse, des congés de ceci, des décharges de cela, et j'en passe. Aujourd'hui, c'est ce type de professeur-là (un type, pas tous) qui hurle au viol des droits de la personne, car on lui demande enfin de justifier les 70 000 ou 80 000 \$ qu'il empoche annuellement.

Même si, depuis une quinzaine d'années, les universités embauchent de jeunes professeurs qui doivent travailler comme des forcenés pour redorer les blasons (i.e. manger le pain noir, le seul qui reste), le spectre du professeur agrégé ruineux hante la mémoire de ceux qui tiennent les cordons de la bourse universitaire. Car les conventions collectives des professeurs d'université québécois n'ont pas bougé, sinon pour augmenter les avantages donnés à leurs signataires. Tel qu'il existe à l'état actuel et bardé des avantages sociaux que lui assure sa convention collective en béton, une convention égalée nulle part dans le monde entier, le professeur agrégé québécois type, de la cinquantaine surtout, coûte un bras à l'université québécoise. Et, comme jeune professeur devienne vieux, il est difficile de songer au remplacement de tout ce qui s'appelle prof titulaire quand vient le temps d'embaucher des enseignants, en temps de vaches maigres. Si les professeurs acceptaient de voir rouvrir leur convention collective et de renoncer à certaines clauses dorées de cette convention, bref de se montrer moins voraces, les universités ne se montreraient peut-être plus si réticentes à les remplacer. Les groupes-classes diminueraient, la sacro-sainte recherche reprendrait (peut-être que, cette fois, les éternels chercheurs, pressés dans le temps par des budgets moins somptueux, se dépêcheraient de trouver...) et tout le monde serait content.

En attendant, on embauche souvent, à la place des pro-

fesseurs titulaires, des chargés de cours. À ce propos, une petite mise au point à l'intention des étudiants et autres personnes mal informées qui, depuis quelque temps, nous lancent à la figure l'équation selon laquelle «embauche de chargés de cours = diminution de la qualité de l'enseignement universitaire». Beaucoup de chargés de cours possèdent autant de qualifications, sinon plus, que les professeurs dits agrégés. Beaucoup s'adonnent à la recherche, même s'ils ne sont pas payés pour en faire, et beaucoup publient, parfois plus que leurs collègues agrégés. Enfin, beaucoup ont à cœur l'enseignement, comme leur nom l'indique. Il serait donc grand temps qu'on cesse de voir les chargés de cours comme une sous-caste d'enseignants, comme des pis-aller combleurs de déficit et comme les faire-valoir de ceux qui ont eu la chance de se placer les pieds dans un vrai poste au bon moment. Après tout, ce n'est pas la faute des chargés de cours s'ils sont nés vingt ans après la manne, si les universités québécoises les excluent de la vie universitaire, refusent de reconnaître leurs qualifications au même titre que celles de leurs homologues titrés ou, nostalgiques des années 60, croient encore que tout ce qui est bon, comme ressources humaines employables dans les hautes sphères de la pensée, doit nécessairement venir des vieux pays.

Cela dit, en gros, quel avenir immédiat nous attend en éducation au Québec? À l'heure où j'écris ceci, tout ce que le gouvernement Bouchard a trouvé de mieux pour remédier à la situation, c'est de nommer un businessman à la tête du ministère de l'Éducation. Belle trouvaille. Imaginez-tout que M. Legault, durant son mandat, va promouvoir les sciences humaines, qui font si cruellement défaut au Québec? Je l'imagine d'ici en train de «booster» tout ce qu'il y a de programmes en administration, en gestion, en développement technologique, en relations industrielles, sans l'au-mône d'un regard sur nos pauvres programmes de littérature, de linguistique, d'histoire, de géographie, d'anthropologie. François Legault, c'est écrit dans le ciel, ne mettra pas sur les valeurs de l'être pour «gérer» son ministère. Il mettra tous ses œufs dans le panier des sciences de l'avenir et du progrès matériel. Or c'est cette Troisième Guerre mondiale que se sont livrée l'être et l'avenir, guerre soldée par une victoire des valeurs de l'avenir, qui a fait du XX<sup>e</sup> siècle une infamie et qui coince le pays de Québec dans une ambiguïté identitaire sans fin (souveinez-vous du fameux «combien ça va coûter, la souveraineté?» de 1980). Comment se fait-il que personne, dans le milieu (le cahier spécial en faisant foi), ne s'inquiète de la très douteuse nomination d'un businessman à la tête du ministère de l'Éducation? On croit sans doute que M. Millions va remplacer un État-providence épuisé et regarnir, abracadabra, les coffres du ministère? Comme s'il ne s'agissait que d'argent, encore une fois.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (pupitre), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Serge Truffaut (questions urbaines), Odile Tremblay (Horizons); Michel Garneau (cartooniste); Diane Precourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duches et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médiat), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisc, Benoît Mungier, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique : Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Pettit (émis); La documentation : Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING : Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Louane Lavoie, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Genevieve Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Christine Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE : Johanne Brisson (responsable), Hélène Germain (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Verne. L'ADMINISTRATION : Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danièle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR : Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### ROCK

SUITE DE LA PAGE 1

même si le Nouveau-Brunswick bénéficie très largement de la péréquation fédérale versée aux provinces en matière de santé en tant que province pauvre.

Le débat fait rage depuis trois ans car les provinces ont vu les montants d'aide à la santé, à l'aide sociale et à l'éducation baissés de 19 milliards à 12,5 milliards depuis 1995.

Bref sur les 80 milliards dont a parlé Allan Rock, il n'en vient pas 15% du gouvernement fédéral cette année, ont fait valoir les provinces qui trouvaient carrément outrageant de se voir proposer un bulletin de bonne conduite par-dessus les coups sombres, avec de nouveaux programmes à l'avenant demandés par le gouvernement fédéral.

Le ministre Rock et le premier ministre Chrétien avaient fait savoir qu'ils voulaient présenter de nouvelles normes en premier lieu pour les soins à domicile. Déjà, les bourses du millénaire s'ajoutent à côté de l'enveloppe réduite pour l'union sociale créée par les libéraux lors de leur accession au pouvoir. Les bourses constituent un programme spécifique de juridiction provinciale.

Après la position conciliante du ministre de la Justice, Anne McLellan, cette intervention du ministre de la Santé fédérale, Allan Rock, tranche avec les positions irréductibles précédentes du premier ministre du Canada, Jean Chrétien, sur cette question, lorsque les premiers ministres lui demandaient de le rencontrer à ce sujet.

### Brésil: l'idée d'un conseil monétaire refait surface

VIRGINIE MONTET  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Évoquée pour l'Indonésie en crise, puis pour la Russie au plus fort de la déroute, l'hypothèse d'un «conseil monétaire» (ou currency board) pour stabiliser le réal brésilien, qui flotte librement depuis vendredi, commence à faire surface auprès d'experts et même de politiciens. Un conseil monétaire est un système de taux de change fixe qui lie une monnaie locale à la principale monnaie de réserve du pays, le plus souvent le dollar. Mais pour garantir la convertibilité de cette monnaie locale, le pays doit disposer de réserves en dollars au moins égales à la masse monétaire en circulation, à un taux de change donné.

Cette solution a été saluée pour plusieurs pays. Hong Kong l'a instauré en 1983, certains pays baltes et la Bosnie ont opté pour ce régime sous les conseils du FMI. Pour le Brésil, l'exemple le plus parlant est celui de son voisin, l'Argentine, qui a mis en place «le plan de convertibilité» du peso en 1991. Domingo Cavallo, l'ancien ministre de l'Économie argentin et instigateur du conseil monétaire en Argentine, a d'ailleurs été l'un des premiers ce week-end à inviter le Brésil à suivre l'exemple de Buenos Aires. «Le Brésil et les pays de la région doivent mettre en place un régime monétaire comme celui de l'Argentine», a déclaré l'ancien ministre sur une radio locale. M. Cavallo doute que le libre flottement du réal brésilien ne puisse se stabiliser vu la volatilité des marchés financiers. Carlos Menem, le président argentin, a lui lancé l'idée d'une «dollarisation» du sous-continent américain, ce qui passerait d'abord, selon les experts, par une harmonie des systèmes de changes.

Un économiste du prestigieux MIT (Massachusetts Institute of Technology), Rudiger Dornbusch a également évoqué la solution de la convertibilité fixe pour la monnaie brésilienne, dans un entretien au quotidien argentin *Clarín*. Il n'y a que deux façons pour sortir de la crise brésilienne, selon lui. Soit le président Cardoso annonce cette semaine un programme budgétaire spectaculaire avec privatisations immédiates de ce qui reste à vendre, soit il établit un conseil monétaire, a déclaré cet expert.

M. Dornbusch pense qu'en dehors de ces solutions, le réal va continuer à se déprécier, il y aura de nouvelles faillites et le déficit budgétaire va se creuser alors que la dette est libellée en dollars. Après la décision de la banque centrale brésilienne de laisser flotter le réal vendredi, la monnaie brésilienne a terminé à 1,43 réal pour un dollar — après avoir touché un plus bas à 1,60 — soit 16% au-dessous de sa valeur avant les turbulences.

### LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

#### Comment nous joindre?

##### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

##### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

##### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

##### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

##### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Erreur de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

À Paris, le premier ministre Lionel Jospin a vigoureusement condamné le massacre et déclaré que «ces actes barbares» devaient être châtiés. «Il n'y a pas de mot pour qualifier l'horreur [...]. La révolte et le dégoût nous saisissent», a-t-il dit. Londres, par la voix du secrétaire au Foreign Office Robin Cook, a déclaré que l'Union européenne et les États-Unis presseraient Belgrade de suspendre les officiers serbes responsables du massacre. Cook s'est dit «profondément choqué». «Il est clair que ce n'était pas un affrontement. Ils ont été tués d'une balle dans la tête, à bout portant», a ajouté Cook.

L'Albanie a demandé à l'Occident d'intervenir pour empêcher toute nouvelle manifestation du «chauvinisme grand serbe» et réclame un débat urgent au Conseil de sécurité de même que l'intervention de l'ONU sur le terrain au Kosovo.

#### Menaces occidentales «réactivées»?

Le massacre s'est accompagné hier, sur le terrain, d'un regain de violence entre séparatistes de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) et forces yougoslaves. La police serbe a fait venir des renforts militaires à Racak, lo-

calité près de laquelle a été commis le carnage. Un transport de troupes de l'armée yougoslave, suivi de six camions de policiers, a pénétré dans le village, où des tirs de mortier étaient entendus. Les séparatistes tiennent certaines des collines environnantes.

Le numéro deux de la mission de Vérification de l'OSCE au Kosovo, John Drewienkiewicz, a accusé hier les autorités yougoslaves de violer à nouveau le cessez-le-feu, décrété à la mi-octobre, après que des combats eurent éclaté dans le village de Racak. «Je considère cela comme un acte très provocateur des autorités yougoslaves qui ont de nouveau rompu le cessez-le-feu», a dit ce général britannique.

Le conflit, apaisé depuis la trêve d'octobre obtenue sous menace de frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie, a connu une escalade pendant la période de Noël, dans le nord du Kosovo. C'est maintenant le sud de la province qui s'embrase et déstabilise de nouveau la péninsule balkanique.

La Yougoslavie fait face en contestant l'aptitude du TPI à enquêter au Kosovo. Samedi, Louise Arbour assura que le carnage de Racak tombait sous la juridiction du TPI et ajouta que le tribunal avait demandé aux autorités de Belgrade d'avoir accès au site des atrocités.

Les autorités serbes ont elles aussi fait sa-

voir qu'elles ouvraient une enquête sur la tuerie de Racak. Selon leur version, une colonne de policiers a été attaquée par un groupe important de séparatistes de l'UCK et l'ont repoussé, tuant plusieurs dizaines de «terroristes».

Dans la soirée le ministère serbe de l'Information a estimé qu'il n'existait aucune preuve que des vieillards, des femmes et des enfants aient été massacrés et a accusé le chef de la mission de vérification, John Walker, et les médias internationaux de s'être livrés à une mise en scène.

«Même s'il existe des corps de suppliciés, comme le montrent certaines télévisions étrangères, ils portent des vêtements intacts, ce qui laisse entendre de toute évidence que les terroristes ont souillé les corps de leurs morts plus tard et les ont vêtus de tenues civiles», affirme une déclaration du ministère.

En octobre dernier, l'OTAN avait donné son accord à une intervention militaire aérienne contre des cibles yougoslaves si Belgrade revenait sur son engagement à rechercher une solution pacifique au conflit. L'«ordre d'activation» avait été suspendu à la suite du retrait des forces spéciales de l'armée yougoslave et de la police serbe déployées au Kosovo mais les alliés avaient maintenu leur menace militaire.



Le silo numéro 5 était vu ce week-end comme le futur campus international d'avant-garde de l'Amérique.

### SILO

SUITE DE LA PAGE 1

turellement au silo numéro 5 pour former un ensemble extraordinaire à l'autre bout du quai. «C'est une forêt de silos, un réseau.» En regardant les longs couloirs de convoyeurs, il ajoute: «C'est l'ensemble qui est intéressant. Cela prend une intervention courageuse pour l'ouvrir. Il n'est pas nécessaire d'avoir une position cadennasée de conservation totale. Ce n'est pas une ruine romaine ou classique.»

Il regarde les structures avec sa femme Stella Mancuso, éblouie elle aussi des formes enchevêtrées. Il dit: «Je suis favorable à une possibilité de continuation avec quelque chose qui existe, quelque chose de composite. Il faut mettre des skylights, des fenêtres et d'autres fonctions qui n'ont pas besoin de beaucoup de fenêtres. La forme est extraordinaire.»

#### Mieux que New York

Le président du Comité international pour la conservation du patrimoine industriel, Louis Bergeron, était venu, lui, de Paris. Devant le quai Windmill Point, il dit: «Le canal Lachine est l'épine dorsale d'une formidable zone industrielle qui se termine à Saint-Henri, l'une des plus extraordinaires villes ouvrières du continent nord-américain. Cet ensemble ne doit pas être rompu. Il a une originalité du nord de l'Amérique. Il doit être valorisé comme porte d'entrée d'un paysage industriel. C'est dans le cadre de l'Amérique qu'il faut poser le problème.»

Il dit qu'il y a eu le port dans la ville de New York, à la Nouvelle-Orléans et à Montréal mais que les deux premiers ports ont été complètement détruits dans la vieille ville, relocalisés ailleurs, à Brooklyn, et en banlieue de la Nouvelle-Orléans.

«Cela a eu un caractère destructeur sur la Nouvelle-Orléans. Et les villes des grands lacs, ce sont des villes d'un type différent. Même Buffalo. Cet élévateur à blé est le gardien de l'un des sites portuaires les plus importants du monde», a insisté le spécialiste international du patrimoine industriel.

### Pinochet «a déjà perdu», estime l'écrivain Isabel Allende

New York (AFP) — Le général Augusto Pinochet «a déjà subi une défaite indéniable», a estimé la romancière chilienne Isabel Allende dans un article intitulé «Pinochet sans haine» et publié hier par le *New York Times* magazine. Sept jours de la chambre des lords reprennent à zéro, aujourd'hui à Londres, les auditions destinées à décider si l'ancien dictateur chilien peut ou non bénéficier d'une immunité qui lui permettrait d'échapper à la justice espagnole et de rentrer au Chili.

«En poursuivant le général, en constituant un dossier solide et en demandant son extradition, [le juge espagnol Baltasar] Garçon a déjà obtenu un résultat salutaire, la ruine morale de Pinochet», écrit la nièce de l'ancien président du Chili, Salvador Allende, mort lors du coup d'État du général Pinochet en 1973.

M. Garçon, à l'origine de la demande d'extradition de l'Espagne pour les 3000 meurtres ou disparitions attribués

à la junte chilienne lorsqu'Augusto Pinochet était au pouvoir (1973-1990), a annoncé sa venue pour assister aux auditions. «Je ne ressens pas de haine envers Pinochet», avoue Isabel Allende. «La haine est un fardeau très lourd à porter, dont je me suis débarrassée il y a des années, lorsque j'ai commencé à écrire.»

#### Pas d'immeubles résidentiels

Le directeur de la Fonderie de Bruxelles, nommée le Centre d'histoire et actualité économiques et sociales de la Région Bruxelloise, Guido Vanderhulst, se réjouit pour sa part que le silo numéro 5 ne soit pas sous la pression des promoteurs pour en faire un projet d'immeubles résidentiels. La présidente de l'AQPI, Hélène Robert, ajoute: «Une ville romantique, Venise, regarde son patrimoine industriel. Montréal doit regarder ses fonderies, ses édifices de tôles, de pierre taillée et de briques.»

Le professeur Mancuso parle d'un campus et on pense à la prochaine faculté de l'UQAM, après l'inauguration du navire de l'informatique et de la chimie sur l'avenue du président Kennedy, et du cube immense de béton des nouvelles HEC dans la forêt de Brébeuf.

On imagine un Institut d'Histoire de la navigation sur le Saint-Laurent, qui réexamine toute l'histoire du commerce maritime et des ports de l'Amérique, directement sur les vieux quais de Montréal, en s'arrimant aux armateurs de Montréal, au Secrétariat de mise en valeur du Saint-Laurent revivifié, de la Société de développement économique du Saint-Laurent et de Saint-Laurent 2000.

On peut penser à un institut de recherche maritime jumelé à des instituts de Bretagne, de Normandie et de Picardie sur la navigation et la pêche, et pourquoi pas à la faculté d'architecture et de design de Venise. Le silo numéro 5 était vu ce week-end comme le futur campus international d'avant-garde de l'Amérique.

### MÉMOIRE

«On ne redevient jamais celui ou celle d'avant»

SUITE DE LA PAGE 1

d'indifférence ou de faux-semblants. C'est à l'absurdité d'un système sans âme que nous renvoie son film.

L'histoire de Sybille est aussi celle de Hannes, son mari. Tous deux dans leur Allemagne de l'Est natale rêvaient de réaliser des films engagés, à l'écoute des détresses sociales, du pourquoi et du comment. L'État leur refusait toujours le permis de tourner. La Sybille des années 70, 80 devait se rabattre sur un travail de script, son mari sur des scénarios de commande ou des postes d'assistant-directeur. Pas kascher, ce couple trop éveillé, trop bruyant. La Stasi, la police secrète du temps, avait ces éléments peu dociles à l'œil. Hannes persistait à proposer des scénarios jugés provocateurs, toujours refusés. Le jour où, à bout de frustrations, ils demandèrent un visa de sortie pour la RFA, non seulement on leur refusa, mais on les jettera derrière les barreaux après un simulacre de procès. Et voilà!

«Ils voulaient, à travers nous, donner une sentence exemplaire, estime Sybille aujourd'hui, décourager les autres cinéastes de suivre nos traces. D'ailleurs plus personne n'a tenté l'expérience.»

Ni Sybille ni Hannes ne s'étaient doutés des risques qu'ils encourraient avec leur inopinée demande de passeport. D'autres avaient été transférés à l'Ouest avant eux et les Schönemann avaient invoqué la maladie du père de Hannes à l'Ouest ayant besoin de leurs soins. D'où l'effet de surprise. «Ce fut un choc complet que cette arrestation.»

Quand elle évoque les souvenirs de cette sombre expérience, Sybille Schönemann retrouve le sentiment lancinant d'être impuissante devant l'injustice, ravalée au rang d'un enfant jugé sans cervelle et sans droits qui n'ignore pas au fond de lui-même être plus intelligent que ses persécuteurs, mais n'a que ses yeux pour pleurer.

«En prison, vous croyez avoir un bon système de protection, mais quand vous en sortez, tous les murs psychologiques que vous avez construits demeurent en place. Cela prend des années à se défaire de cette sensation d'être à côté de ses pompes, en retrait de la vie. Des années, et encore... On ne redevient jamais celui ou celle d'avant.»

Quand le mur s'est écroulé, Sybille était assise devant son téléviseur à Hambourg dans cette Allemagne de l'Ouest où elle et sa famille avaient refait leur vie. Elle regardait les frontières s'abolir en se demandant si la mémoire du passé allait subsister quelque part, si ces dérivés intéressaient encore quelqu'un de toute façon. Puis, elle a plongé, déterminée à comprendre et à témoigner.

Le film souvenir allait être en noir et blanc, car toute couleur eût été déplacée, et allait nécessiter un travail d'enquête très poussé pour retrouver juge, indics et gardiens de prison. Sybille avait l'impression de reconstituer un puzzle dont il manquait des morceaux. Les gens avaient changé d'adresse, de travail. Un nom retrouvé s'enchaînait à un autre. Certains témoins refusaient de collaborer, d'autres se livraient, dont Gehricke, devenu garde-chasse, un ancien familier des Schönemann qui jouait les indics pour la Stasi et avouera sans remords avoir livré aux policiers jadis des «ennemis de l'État».

«Je refuse de juger les gens dans le film, précise Sybille. De toute façon, leur propos sont parfois si absurdes que tout commentaire eût semblé superflu. Quand la gardienne de prison explique qu'elle occupait cet emploi parce qu'elle aime travailler avec les gens, on croit rêver...»

Depuis 1990, la cinéaste se promène avec *Le Temps verrouillé* qui a d'ailleurs reçu une kyrielle de prix — à Leipzig comme à Créteil et à Yamagata — et apprécie que les spectateurs y voient un côté universel. «Des gens comme ça, il y en a chez nous aussi», entend-elle. «La lâcheté est partout» en conclut Sybille. Aujourd'hui, elle regarde ces deux Allemandes désormais réunifiées — quoique encore si distinctes — en se disant parfois que le mur, désormais psychologique, est plus haut qu'autrefois parce que les gens ne peuvent plus rêver de l'abattre.

Non, l'après-mur n'est pas si rose. Mais Sybille Schönemann continue à faire des documentaires engagés, plusieurs pour la télé, dont un sur les enfants alcooliques et un long métrage interviewant des survivantes de l'Holocauste. Elle me précise que ce qui l'intéresse par-dessus tout, ce n'est pas l'épreuve, mais la force des gens qui les traversent.

— Le Goethe Institut présente jusqu'au 9 avril douze films, documentaires et fictions, réalisés par des cinéastes allemands entre 1989 et 1998. Locked Up Time (Le Temps verrouillé) (t.o. s.-a. anglais) sera projeté jeudi à 20h et vendredi à 18h30 en présence de la réalisatrice.

«En prison,

vous croyez

avoir un bon

système de

protection,

mais quand

vous en sortez,

tous les murs

psychologiques

que vous

avez construits

demeurent

en place.»